

SOCIAAL KOMPAS

TIJDSCHRIFT VOOR SOCIOLOGIE,
SOCIOGRAFIE, SOCIALE PSYCHOLOGIE
EN STATISTIEK



JAARGANG VI
NUMMER 3

REDAKTIE- EN ADMINISTRATIEADRES:
PAUL GABRIËLSTRAAT 28-30 - DEN HAAG

SOCIAAL KOMPAS

TWEEMAANDELIJKS TIJDSCHRIFT VOOR SOCIOLOGIE, SOCIOGRAFIE, SOCIALE PSYCHOLOGIE EN STATISTIEK

Uitgegeven onder verantwoordelijkheid van
DE STICHTING "SOCIAAL KOMPAS"

waarin samenwerken:

HET KATHOLIEK SOCIAAL-KERKELIJK INSTITUUT

Sociaal Wetenschappelijk Researchcentrum
Paul Gabriëlstraat 28-30, Den Haag

en

HET R.K. CENTRAAL BUREAU VOOR ONDERWIJS EN OPVOEDING

Bezuidenhoutseweg 275, Den Haag

WND. HOOFDREDAKTEUR: C. M. THOEN

REDAKTIE EN ADMINISTRATIE:

Paul Gabriëlstraat 28-30, Den Haag, Tel. 774403

Betalingen kunnen geschieden door storting op de rekening Sociaal Kompas bij de Nederlandse Credietbank N.V.,
Lange Vijverberg 16, Den Haag. (Girorekening der Bank: 80290).

ABONNEMENTEN: Deze kunnen worden opgegeven bij elke erkende boekhandel of rechtstreeks aan de administratie van Sociaal Kompas, Den Haag. De abonnementsprijs bedraagt f 20,— per jaargang (zes nummers) bij vooruitbetaling te voldoen. Het abonnement kan ook worden voldaan in twee termijnen van f 10,— per halfjaar.

ADVERTENTIES: Tarieven voor het plaatsen van advertenties zijn op aanvraag bij de Administratie verkrijgbaar.

LOSSE NUMMERS WORDEN NIET VERSTREKT

Auteursrechten voorbehouden. Gedeeltelijke overname met bronvermelding is toegestaan.

INHOUD

	Pag.
DR. CASSIANUS HENTZEN O.F.M., HAARLEM (PAYS-BAS)	
Conséquences pour la politique scolaire, tirées des principes de la démocratie libérale : principes qui sont à la base des états modernes occidentaux	77
DR. M. A. J. M. MATTHIJSEN, THE HAGUE	
Catholic intellectual emancipation in the Western countries of mixed religion	91
Summaries - Zusammenfassungen	114

SOCIAAL KOMPAS

Tweemaandelijks tijdschrift voor Sociologie, Sociografie, Sociale Psychologie en Statistiek

REDAKTIERAAD

MGR. MR. F. J. C. M. OP DE COUL, *Voorzitter*
 PROF. DR. A. H. M. ALBREGTS
 PROF. DR. J. J. P. VAN BOXTEL, PR.
 PROF. DR. F. J. J. BUYTENDIJK
 PROF. DR. J. J. J. DALMULDER
 PROF. IR. W. J. DEWEZ
 MGR. DR. W. M. J. KOENRAADT
 PROF. DR. A. OLDENDORFF
 PROF. MR. W. P. J. POMPE

J. F. REESINCK
 PROF. DR. F. J. TH. RUTTEN
 PROF. MR. L. G. A. SCHLICHTING
 DR. J. M. VAN SUSANTE
 PROF. DR. TH. L. M. THURLINGS
 PROF. DR. IR. F. PH. TELLEGEN
 PROF. DR. F. J. H. M. VAN DER VEN
 PROF. MR. DR. J. J. M. VAN DER VEN
 PROF. DR. J. A. F. WILS

Redactie- en administratieadres: Paul Gabriëlstraat 30, Den Haag

Conséquences pour la politique scolaire, tirées des principes de la démocratie libérale: principes qui sont à la base des états modernes occidentaux.

by

Dr. Cassianus Hentzen o.f.m., Haarlem (Pays-Bas)

CHAPITRE I.

BASES DE LA POLITIQUE SCOLAIRE DANS LES ETATS MODERNES DU MONDE OCCIDENTAL

§ 1. PRINCIPES - LIGNES DE CONDUITE POLITIQUE PRATIQUE

Comme bases de la politique scolaire dans ces Etats, il faut considérer principalement ces trois principes de la démocratie libérale:

1. l'égalité de tous les citoyens devant la loi.
2. l'indifférentisme du droit public
3. la liberté d'enseignement.

A. PRINCIPES

Ce sont des principes contenus dans les Constitutions modernes, sur lesquels les membres du Gouvernement et du Parlement prêtent serment ou promesse de fidélité.

Pour ceux qui, dans leur activité politique, acceptent comme base la pensée libérale, ce sont des „principes, dans le sens premier du mot: partout et toujours ils montrent la voie à suivre, et les conséquences à mettre en pratique; du moins exigent-ils toujours le respect, tant dans la législation que dans l'exécution.

Ils ne peuvent souffrir d'entraves dans leur application qu'en vertu de la loi (ordre public, bonnes mœurs, abus du droit).

B. LIGNES DE CONDUITE POLITIQUE PRATIQUE

Pour ceux qui n'acceptent pas, comme base essentielle de l'activité politique, la doctrine libérale de l'Etat - c'est le cas des chrétiens, à fortiori des catholiques - ce ne sont pas d'une part des „principes” au sens fort: p.e. dans un contexte culturel différent un autre système peut être acceptable du point de vue éthique, comme le système féodal; une Autorité qui professe que tout pouvoir vient de Dieu, ne peut, en effet, accepter comme „principes” des conceptions morales ou religieuses qui excluent ou mettent en doute l'existence de Dieu; une telle Autorité ne peut accepter non plus que l'erreur et le mensonge aient, „per se”, le même droit à la diffusion que la vérité. D'autre part cependant, dans les circonstances culturelles actuelles, ces principes de la démocratie libérale sont pour eux - en tant que membres du Gouvernement ou du Parlement ayant prêté serment ou promesse de fidélité à la Constitution - des lignes de conduite politique pratique, aussi longtemps que des principes

supérieurs ne s'opposent pas clairement à leur application. Cela va même si loin que, si, dans un cas concret, ces principes restent en suspens, ils peuvent, en s'y référant, exiger des partisans de la doctrine libérale, leur application conséquente et loyale. Dans la dernière phase (1889-1917) de la guerre néerlandaise, cette exigence fut posée avec une force toujours croissante par les hommes politiques de droite, et leur victoire dans cette lutte finale, ils ont pu la caractériser en ces mots: „*Nous avons tiré et exigé les justes conséquences de principes à notre avis injustes*”.

Quelle que soit sa conception de vie et à quelque parti qu'il appartienne, l'homme politique doit donc - surtout s'il a prêté serment ou promesse de fidélité à la Constitution - appliquer au problème scolaire, ces trois principes ci-dessus cités: ils déterminent le climat de l'Etat moderne. Ce qui est surtout en cause ici, ce sont les rapports entre les deux branches de l'enseignement: enseignement "officiel" (appelé aussi "public", c.à.d. dû à l'initiative de l'Etat) et enseignement "libre" (appelé aussi "privé", c.à.d. dû à l'initiative des parents eux-mêmes).

Quand, dans la suite, nous parlerons de "Gouvernement et Parlement" ou d'"Autorité" ou d'"Etat", nous ne visons pas seulement le Gouvernement ou l'Autorité "suprême", mais aussi les autorités inférieures (Province et Commune).

§ 2. LES TROIS PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE RÉGISSANTS LA POLITIQUE SCOLAIRE

A. ÉGALITÉ DE TOUS LES CITOYENS DEVANT LA LOI

C'est le principe fondamental de la démocratie libérale, proclamé par réaction contre la structure d'Etat féodale dans l'Ancien Régime.

Cette égalité devant la loi signifie:

1. *Négativement*: pas de privilèges, pas de prérogatives, pas de priorité d'un groupe de citoyens comme tels sur les autres. Pas de subordination légale d'une classe à une autre; pas d'inégalité de droits ou de protection juridique, de charges ou d'avantages de la part de l'Etat entre citoyens comme citoyens.
2. *Positivement*: toutes les fonctions publiques sont ceteris paribus accessibles à tous les citoyens, quelles que soient leurs convictions religieuses, philosophiques ou politiques; pour tous les citoyens égalité de droits et de protection juridique; proportionnellement pour tous les citoyens égalité de charges et d'avantages: égalité donc de droits et de devoirs.

B. INDIFFÉRENTISME DU DROIT PUBLIC

Ceci est un autre principe fondamental, en relation étroite avec le premier. Il signifie que, pour l'Etat moderne et pour ses organes, peu importe quelle est la conception de vie à laquelle adhèrent ses citoyens - à

l'exception, bien sûr, de celles qui minent ses principes de base: les bonnes moeurs, l'ordre ou la paix. Il signifie encore que, ni directement ni indirectement au moyen de ses lois ou institutions, l'Etat ne peut ni imposer ni combattre une conception de vie déterminée. L'Etat n'a pas de doctrine. Pour cette raison précisément, ses institutions sont neutres. Son "indifférentisme" est basé sur sa "tolérance": il respecte toutes les opinions des citoyens et leur extériorisation, pour autant qu'elles n'entrent pas en conflit avec la loi.

C. LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT

1. *Principe décisif*. Le principe décisif pour la politique scolaire, est celui de la liberté d'enseignement, comme un droit fondamental des citoyens promulgué dans les Constitutions des Etats modernes.

Elle doit, par essence, être maintenue intégrale-ment par le législatif et par l'exécutif, et cela nommément en harmonie avec les deux autres bases constitutionnelles de la démocratie libérale: égalité des citoyens devant la loi et indifférentisme du droit public.

2. *Un droit "constitutionnel"*. La liberté d'enseignement est un *droit constitutionnel*, un droit fondamental des citoyens. L'Autorité doit garantir ce droit; elle ne peut donc prendre de mesures qui pourraient frustrer cette liberté. A l'égard d'une liberté constitutionnelle on peut distinguer trois sortes de mesures:

- *Mesures préventives* qui empêchent l'exercice du droit à cette liberté garantie par la Constitution; mesures donc qui ne laissent pas libre un pareil exercice. P.ex. Si on exige une autorisation de l'Autorité pour instituer une école, ou si, pour la subvention à l'enseignement libre on utilise non des critères objectifs mais des critères subjectifs.
- *Mesures réglementaires*: qui règlent l'exercice du droit; qui n'attendent pas, à proprement parler, à la liberté mais qui la règlent. P.ex. Pour l'enseignement: prescriptions hygiéniques, contrôle et d'autres de même genre.
- *Mesures répressives* qui laissent intact tout l'exercice de la liberté et ne rentrent en vigueur que contre les abus et les transgressions en exerçant, en faisant usage du droit.

§ 3. CONTENU DE LA NOTION "LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT"

Le droit constitutionnel de liberté d'enseignement contient: liberté de conviction, liberté d'institution, liberté de gestion.

A. LIBERTÉ DE CONVICTION

Celle-ci est toute la raison pour laquelle une école libre est souhaitée. Si elle n'est pas sauvegardée aussi

intégralement que possible, c'est le droit constitutionnel à la liberté d'enseignement tout entier qui est anéanti. Parallèlement à cette liberté d'orientation, il faut qu'il existe une liberté d'institution et une liberté de gestion. La liberté de conviction inclut nécessairement ces deux autres.

B. LIBERTÉ D'INSTITUTION

Cela signifie: pas de mesures préventives contre l'institution d'écoles (pas d'autorisation préalable, pas de critères subjectifs etc., comme il est dit ci-dessus).

C. LIBERTÉ DE GESTION

Celle-ci est également indispensable, quoique des mesures réglementaires ne soient pas, à priori, à rejeter; dans une certaine mesure, elles sont compatibles avec la liberté de conviction. Sans la liberté de gestion, la liberté d'institution n'a plus de sens. Si la liberté d'instituer une école existe, mais que l'Etat prenne lui-même en main l'organisation de l'enseignement, une fois qu'elle est instituée, et qu'il y règle tout l'enseignement et même la gestion interne, cette école "libre" dans son institution, deviendrait pratiquement "officielle". L'Etat n'a pas la gestion d'école dans l'enseignement libre. Pour cette raison, les écoles dites "à tendance religieuse" — écoles fondées et organisées par l'Etat pour les enfants d'une religion déterminée — ne sont pas non plus des écoles libres. C'est l'Etat qui les institue et les dirige: ce sont des écoles officielles, des écoles d'Etat d'une couleur déterminée.

Les mesures réglementaires qui ont rapport à la gestion de l'enseignement libre, peuvent être compatibles avec la liberté d'institution dans des cas, que l'Autorité agit comme protectrice de l'intérêt général ou comme fournisseuse financière.

Ce triple aspect de la "liberté d'enseignement", le Gouvernement et le Parlement ont à le respecter scrupuleusement. Chaque fois qu'une Constitution pose la liberté d'enseignement comme droit fondamental des citoyens, les rapports de l'Autorité avec l'enseignement libre devront constamment être caractérisés par ce triple aspect.

Ce triple aspect exige le respect de l'Autorité, pas seulement dans l'éventualité où elle se désintéresse de l'enseignement libre (nommément en ne lui versant aucune subvention), mais même dans l'éventualité où elle le subventionne et même dans le cas, où elle le traite, légalement et financièrement, comme l'égal de l'enseignement officiel. Cet enseignement, même subsidié, même mis sur pied d'égalité légale et financière avec l'enseignement officiel, doit rester "libre", libre selon le triple aspect développé ci-dessus. Ceci trouvera une explication plus détaillée dans la brève exposition qui suit et qui traite de la tâche de l'Autorité vis-à-vis de l'enseignement libre.

§ 4. LA TÂCHE DE L'AUTORITÉ ENVERS L'ENSEIGNEMENT CONSTITUTIONNELLEMENT LIBRE

La tâche propre de l'Autorité, vis-à-vis de l'enseignement libre, est double. D'abord *comme protectrice de l'intérêt général*. L'enseignement est, en lui-même, d'un intérêt éminemment général; à cela s'ajoute que les circonstances, dans lesquelles il est dispensé, exigent certaines mesures dans l'intérêt général.

Ensuite *comme fournisseuse financière de l'enseignement libre*. L'Etat a le devoir — devoir propre, mais subsidiaire — d'instituer lui-même des écoles, quand les parents remplissent imparfaitement leur tâche, et donc de prévoir au financement de ces écoles officielles. Mais il a aussi une tâche propre, notamment de secourir aux besoins d'une chose d'intérêt éminemment générale qu'est *tout* enseignement, y compris l'enseignement privé. L'Etat finance des écoles propres, nécessaires à son but immédiat (p.ex. écoles de guerre). Il finance aussi les écoles dues à son initiative (écoles "officielles" ou "publiques") chaque fois que les parents ne remplissent pas leur tâche, et il fait cela dans l'intérêt général. Mais il a aussi comme tâche propre — tâche dictée une fois de plus par l'intérêt général — d'assister financièrement les parents là où ils instituent eux-mêmes des écoles à leur goût, et il fait cela, à la lumière des trois principes cités de la démocratie libérale, dans une même mesure que ses écoles propres, les écoles "officielles".

A. L'AUTORITÉ PROTECTRICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Comme telle l'Autorité n'a pas à prendre de *mesures préventives*: la liberté d'institution les exclut. Il peut prendre des *mesures réglementaires concernant la gestion* et cela dans la mesure où l'intérêt général le demande. Ce sont des mesures d'importance pour l'hygiène, la moralité, l'ordre public; d'importance pour la communauté qui a besoin d'un enseignement convenable, et par conséquent, concernant la capacité du corps enseignant, les branches à enseigner, le nombre d'heures de cours. L'Autorité a également droit de contrôle sur l'observation de ses prescriptions. Mais ces mesures doivent autant que possible laisser intacte la liberté de gestion. Il est capital que, malgré ces mesures réglementaires, la liberté de convictions soit entièrement sauvegardée. Enfin, il est immédiatement évident que l'Autorité, en tant que protectrice de l'intérêt général, peut aussi prendre des *mesures répressives* contre les abus dans l'exercice du droit constitutionnel de liberté d'enseignement.

B. L'AUTORITÉ FOURNISEUSE FINANCIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE

Lorsque l'Autorité agit en cette qualité, elle a le droit de prendre toutes les mesures qui: 1) empêchent que l'argent public soit sollicité et accordé à la légère, 2) veillent à ce qu'il soit employé le mieux possible au but poursuivi, qui est d'avoir un enseignement con-

venable. L'Etat est déjà obligé de prendre ces mesures par simple honnêteté vis-à-vis du citoyen qui paye ses impôts.

Ses mesures seront naturellement plus rigoureuses à mesure que l'Autorité paie plus ou pratiquement tout. Cependant, et nous l'avons déjà expliqué (par. 3 in fine), la liberté d'enseignement doit, sous ses trois aspects, être respectée d'une manière satisfaisante par ces mesures. L'Autorité imposera ici des entraves à la *liberté d'institution* — ceci ne concerne pas en premier lieu l'école comme institut, mais l'école comme bâtiment — afin que l'on ne sollicite pas à la légère des subsides pour des constructions d'école; mais les critères qu'elle pose doivent être objectifs; nombre minimum d'enfants, somme de garantie et d'autres de même genre. La *liberté de gestion* subira ici outre la garantie, déjà, sub A exigée dans l'intérêt général pour enseignement convenable — de nouvelles entraves, afin que l'argent de l'Autorité soit employé pour un enseignement d'autant plus convenable, et que — dans le cas d'égalité financière entre l'enseignement libre et officiel — la qualité du premier soit aussi efficacement garantie que celle du second: "exigences de qualité" lesquelles ne doivent pas être égales mais équivalentes. — Ici aussi cependant, il faut veiller scrupuleusement à ce que la liberté de conviction reste parfaitement garantie, nommément en ce qui concerne le choix des moyens d'enseignement et la nomination ou le renvoi de instituteurs.

§ 5. LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT: POSTULAT INTERNATIONAL

- A. Dans la "Déclaration universelle des Droits de l'Homme". Le 10 décembre 1948, la 3^{me} assemblée générale des Nations-Unies proclamait, dans son article 26, par 3, le droit à la liberté d'enseignement, droit fondamental de l'Homme: "Parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children."
- B. Dans "Le Protocole additionnel à la Convention Européenne des droits de l'Homme (Paris 1952), la formule des Nations-Unies fut explicitée à l'art. 2:
- "Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques". Quoique la "Déclaration Universelle des Nations-Unies" ne mette l'accent sur la liberté d'enseignement que *comme droit des parents* et que, la "Convention Européenne" insiste aussi sur l'obligation découlante de l'Etat de *respecter* ce droit des parents, cette dernière déclaration affirme, du moins logiquement, l'obligation pour l'Etat de garantir la liberté d'enseignement sous son triple aspect; et qu'il

lui n'est pas permis, non plus, de concurrencer l'enseignement libre au moyen de l'enseignement dû à son initiative. Mais rien de plus fut affirmé. Rien en ce qui concerne une quelconque obligation de subsidier, encore moins à propos d'une égalité financière. La Hollande seule fut, lors de la discussion du protocole cité, en faveur de cette obligation. Cette délégation déclara: "De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, l'Etat devrait non seulement respecter les droits des parents dans le domaine de l'éducation, mais en cas de besoin, assurer l'exercice de ces droits par des mesures financières appropriées".

Mais la Hollande était en 1952, et est encore à ce jour, le seul pays à avoir osé, dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation, appliquer pleinement les conséquences des principes de la démocratie libérale, sur lesquels tous les Etats modernes du monde occidental prétendent être basés.

CHAPITRE II.

ATTITUDE LOGIQUE EN MATIÈRE DE POLITIQUE SCOLAIRE DANS UN PAYS, OÙ LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE LOYALEMENT COMME SA BASE SONT ACCEPTÉS ET APPLIQUÉS

Dans les lignes qui précèdent, ces principes furent étudiés d'un point de vue théorique. Maintenant nous devons rechercher ce qu'exige son application pratique en politique. Rappelons encore les trois principes de la démocratie libérale qui, dans les Etats modernes, sont à la base de la politique scolaire:

1. égalité de tous les citoyens devant la loi.
2. indifférentisme du droit public.
3. liberté d'enseignement.

Qu'exige, du Gouvernement et du Parlement, une attitude logique envers ces principes?

§ 1. DÉDUIT DU PRINCIPE CAPITAL DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE ÉGALITÉ DE TOUS LES CITOYENS DEVANT LA LOI,

A. UNE FOIS DONNÉE LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT,

1. Pas de priorité, ni légale ni financière, à une des deux branches de l'enseignement (officiel ou libre).

Pas de priorité, mais égalité? Tous les chefs de famille sans exception doivent donc être mis en mesure de choisir, en toute liberté, l'enseignement qu'ils souhaitent pour leurs enfants: officiel ou libre. Il s'ensuit qu'on ne peut donc dresser devant eux l'obstacle de la non-reconnaissance d'égalité *légale* de l'école de leur choix avec l'école officielle; que d'ailleurs l'Autorité, dans ses relations *financières* avec l'enseignement, ne peut donc favoriser l'une ou l'autre branche: l'argent public doit être au service de tous les citoyens sans exception, il doit y avoir égalité de charges et d'avantages; donc aussi égalité de charges: les parents qui choisissent l'école

libre ne doivent pas être obligés de financer d'abord, en tout ou en grande partie, leurs écoles propres et de payer ensuite pour l'enseignement officiel des contributions aussi élevées que celles des partisans de ce dernier.

Tout ceci est encore plus pénible lorsque l'Autorité, par l'obligation d'instruction, contraint les parents à faire un choix. Des devoirs sont la base de droits; et des devoirs égaux de droits égaux.

2. *La liberté est plus qu'un privilège.*

Elle ne peut être considérée comme un simple privilège (digne d'un sacrifice), une faveur. L'Etat libéral ne connaît pas de privilèges — et certes pas dans ce sens là —; il ne connaît que l'égalité, égalité de droits et de devoirs. La liberté d'enseignement est un *droit*; dans l'Etat moderne elle est même un *droit fondamental*.

B. UNE FOIS DONNÉ L'INDIFFÉRENTISME DU POUVOIR PUBLIC EST EXIGÉ

1. *Pas de différence dans la politique scolaire à suivre.*

Certaine conviction religieuse ou philosophique comme critère de choix d'école ou une absence de préférence d'une conviction quelconque dans l'enseignement, ne peut être un objet de controverse pour la politique scolaire à suivre; l'Etat doit garantir à tous les parents sans exception la possibilité de faire donner à leurs enfants un enseignement conforme à leurs convictions; des parents qui désirent un enseignement neutre et dispensé par l'Autorité doivent pouvoir disposer à cette fin d'une école "officielle"; et des parents qui préfèrent un enseignement neutre (absolu ou relatif) mais qui, dans certains cas, ne sont pas d'accord avec la tendance régnante de l'école officielle ou avec la gestion de l'Autorité, et qui désirent de prendre eux-mêmes en main la direction et la gestion de l'école, doivent pouvoir instituer des écoles libres neutres.

2. *Pas de cachet déterminé à l'école officielle.*

L'Autorité doit se garder de donner à l'école officielle un cachet déterminé (humaniste ou socialiste p. ex.), en même temps qu'elle doit veiller à ce que ceux qui le désirent, puissent fonder des écoles à caractère non-confessionnel; et que ceux qui veulent mettre à la base de leur enseignement une certaine conviction religieuse, peuvent le faire. Donc chances égales pour toutes les convictions!

§ 2. DÉDUIT DU PRINCIPE DE L'INDIFFÉRENTISME DU DROIT PUBLIC

Ce principe bien compris et bien appliqué à la politique scolaire, exige de l'Autorité — indépendamment de ce que nous avons dit être exigé par le principe: "Egalité de tous les citoyens devant la loi":

A. QU'ELLE NE PRENNE PAS PARTI DANS UNE LUTTE IDÉOLOGIQUE

Elle ne se présente comme un parti dans la lutte idéologique que se livrent les citoyens sur le terrain de l'enseignement; elle ne montre donc aucune préférence pour un certain genre d'enseignement: neutre, confessionnel ou à base d'une philosophie déterminée; l'Autorité, en tant qu'Autorité, doit être parfaitement indifférente à la "couleur" de l'école choisie par les parents, à moins que la tendance choisie ne s'oppose à l'intérêt général ou aux bonnes mœurs; la lutte scolaire n'est pas ou, du moins, ne peut jamais être une lutte entre l'enseignement "officiel" et l'enseignement "libre"; il n'est jamais permis à l'Autorité de concurrencer l'enseignement libre par l'enseignement officiel, mais elle doit en sens opposé aussi veiller contre les abus de la liberté.

B. L'AUTORITÉ SUPÉRIEURE DOIT EMPÊCHER LES ABUS DE POUVOIR DE L'AUTORITÉ INFÉRIEURE LORSQUE CELLE-CI A UN RÔLE DANS L'ENSEIGNEMENT

La Commune ou la Province ne peuvent nommément — cela s'est vu — concurrencer ou mettre derrière ni l'école libre au moyen de l'école officielle, ni l'école officielle au moyen de l'école libre. Ce danger existe là où l'on connaît le système de "l'école adoptée" et de "l'école adoptable."

§ 3. DÉDUIT DU DROIT CONSTITUTIONNEL DE LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT, IL EST EXIGÉ DE L'AUTORITÉ

A. QU'ELLE GARANTISSE LA LIBERTÉ DE CONVICTION, D'INSTITUTION ET DE GESTION.

Qu'elle assure aux parents la liberté de choix de l'école pour leurs enfants et qu'à cette fin elle respecte scrupuleusement la liberté de conviction, d'institution et de gestion; premièrement et surtout celle de *conviction*; en ce qui concerne l'*institution*, qu'elle se souvienne qu'elle n'a qu'une tâche subsidiaire (exception faite pour les écoles de son importance immédiate et propre, p. ex. écoles de guerre), une tâche seulement dans la mesure où les chefs de famille ne se préoccupent pas eux-mêmes de propres écoles ou n'en chargent personne; et qu'elle se souvienne surtout qu'elle ne peut, par des mesures préventives, gêner les parents dans leur droit d'instituer des écoles propres, en exigeant p. ex. son autorisation préalable ou en posant pour sa subvention financières, des critères subjectifs et non-objectifs; et qu'elle se souvienne qu'en matière de *gestion*, si elle a une tâche propre auprès de l'enseignement libre (pour autant qu'elle agit en protectrice de l'intérêt général ou en fournisseuse financière de l'enseignement libre), ses mesures réglementaires ne peuvent cependant pratiquement supprimer la liberté de gestion et ont à respecter rigoureusement la liberté de conviction.

Gouvernement et Parlement ont à remplir le devoir, imposé par toutes les Constitutions modernes, de régler *par la loi* non seulement l'enseignement officiel, mais aussi de régler *par la loi* les rapports des pouvoirs publics, tant pour la protection de l'intérêt général quant pour le fournissement financier de l'enseignement libre, avec ces deux enseignements, et cela, conformément aux directives données dans les paragraphes précédents.

C'est le Parlement surtout qui-a à être attentif ici à toute atteinte, aussi bien par l'Autorité Supérieure qu'Inférieure, à cette liberté d'enseignement, garantie sous son triple aspect par la Constitution.

CHAPITRE III.

ATTITUDE LOGIQUE DES PAYS-BAS EN MATIÈRE DE LA POLITIQUE SCOLAIRE, OÙ - DE TOUS LES ÉTATS MODERNES OCCIDENTAUX - LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE LE PLUS LOYALEMENT COMME BASE DE CETTE POLITIQUE SONT ACCEPTÉS ET APPLIQUÉS.

§ 1. LES ANTÉCÉDENTS.

A. LES LIBÉRAUX.

Après 1848 — année où la Constitution "libérale", contenant e.a. la liberté d'enseignement, fut adoptée — les libéraux restèrent opposés pendant 40 ans encore à toute aide financière de l'Etat à l'enseignement "privé" ou "libre". Ce n'est qu'en 1889 qu'ils acceptèrent la loi-Mackay qui, pour la première fois, accordait des subsides. Dans les années qui suivaient — jusqu'en 1912 — ces subsides furent, par cinq fois, majorés par une nouvelle loi.

Les partis de droite (la soi-disante Coalition des catholiques et des protestants) furent rapidement convaincus après 1889, que seule la complète égalité légale et financière de l'enseignement "public" (l'officiel) et de l'enseignement "privé" (le "libre") pourrait mettre fin à la grande lutte scolaire qui durait depuis bientôt un siècle.

— Dans la guerre scolaire des Pays-Bas, on distingue trois phases:

avant 1838 lutte pour la liberté;

de 1848 à 1889 lutte pour des subsides;

de 1889 à 1917, lutte pour l'égalité financière. —

Cependant, beaucoup d'adhérants d'autres partis commencèrent, deci-delà, durant cette dernière période, à comprendre l'injustice subie par les partisans de l'école libre: notamment qu'ils, malgré l'égalité de tous les citoyens devant la loi, devaient d'abord financer leurs propres écoles et ensuite, par les contributions, aider à financer les écoles "publiques."

B. LES SOCIALISTES.

Chez les socialistes le changement de mentalité

concourrait avec la scission dans le parti. A l'origine les socialistes tenaient tous la position du fameux "Erfurter Program" de 1891 qui exigeait: enseignement obligatoire, laïc, neutre et gratuit. C'était une position propre aux socialistes et pour cela eux aussi étaient, sans plus, "favorables à l'école officielle". Cependant, aux Pays-Bas, leur position dans la question scolaire différait de celle des libéraux. Ils formaient un parti "jeune" et n'avaient pas de tradition en ce domaine. A cela il faut ajouter que, les oppositions, au sein du parti, entre Marxistes et Révisionnistes, devenant rapidement aiguës, un nouveau parti, le S.D.P. (Social Democratische Partij: Parti Social-Démocrate) se forma en 1909, par une rupture définitive avec le S.D.A.P. (Social Democratische Arbeiders Partij: Parti Social-Démocrate des Ouvriers); ce nouveau parti, le S.D.P., prit en 1918, le nom de C.P. (Parti Communiste). Avant 1909, le S.D.A.P. comprenait une large majorité de révisionnistes conduite par M. Troelstra; la minorité tenait la position marxiste pure et continuait à s'en tenir au "Erfurter Program" en matière scolaire. En cette matière, le S.D.A.P. avait cependant des vues plus larges.

L'opposition se montra au grand jour, à propos de la politique scolaire, dans la fameuse motion de Groningue de 1902. Cette motion, dans laquelle le mot "égalité financière" fut d'abord prononcé dans la gauche, fut poussée à bout à Groningue en 1902 par le "leader" des Révisionnistes, M. Troelstra. Mais par un amendement des marxistes, cette égalité fut liée à des conditions telles qu'elle devient inacceptable pour les partisans de l'école libre.

Il est en tout cas remarquable que dans la gauche c'étaient les socialistes, qui les premiers ont parlé en sincérité de l'égalité financière, même s'ils en restaient là pendant dix ans.

C. RÉVISION CONSTITUTIONNELLE: PACIFICATION.

En 1912, le gouvernement de droite (catholiques et protestants) proposa une révision constitutionnelle; l'article de la Constitution relatif à l'enseignement satisferrait aux exigences de la droite: complète égalité légale et financière des enseignements primaires "privé" et "public", et même priorité à l'enseignement "privé"; il serait la règle, l'officiel serait supplétif. Dans la Commission d'Etat de 1910, qui précéda ce projet, la minorité "libérale" (libéraux et démocrates-libéraux) avait pris position, dans une note séparée, contre le point de vue de la majorité: la minorité demandait priorité pour l'enseignement officiel et ne voulait accorder que des subsides de l'Etat, non des Communes; elle refusait donc l'égalité financière.

Après une campagne électorale agitée, à l'issue de laquelle la gauche l'emporta, un Cabinet extra-parlementaire libéral vint au pouvoir en 1913; son Premier Ministre était Dr. Cort van der Linden,

libéral, un des signataires de la note minoritaire de 1912.

Rapidement cependant il allait régner dans le pays un esprit plus conciliant: le nouveau ministère semblait en effet porter son attention sur l'injustice subie si longtemps par les partisans de l'enseignement libre.

On créa alors une Commission d'Etat d'une composition bien extra-ordinaire: elle ne comprenait que des politiciens purs, notamment 14 membres de la Chambre des Députés: 2 par groupement politique (1^{er} Président et un spécialiste). Il y avait 4 fractions de gauche (2 libérales, les démocrates-libéraux et les socialistes), 3 fractions de droite (catholiques, chrétiens-historiques, anti-révolutionnaires). Le leader des démocrates-libéraux, Mr. Bos, devint Président; le leader des chrétiens-historiques, Mr. De Savornin Lohman, Vice-Président. Cette commission d'Etat, ou Commission-Bos, conserva dans l'histoire parlementaire le nom de "Commission de Conciliation" (Bevredigingscommissie) ou "Commission de Pacification" (Pacificatiecommissie).

Le résultat du travail de cette Commission fut un projet d'article constitutionnel sur l'enseignement, qui fut adopté par le Gouvernement. Avec cet article, après les discussions par écrit et de vive voix aux Etats-Généraux, l'égalité financière entre l'enseignement primaire de formation générale "libre" et "public" fut en 1917 constitutionnellement fixée. Tout ceci ne se fit évidemment pas sans opposition. Celle-ci vint de la part des libéraux. Et dans la "Commission de Conciliation" (et dans les débats à la Chambre) ce fut le S.D.A.P., sous la conduite de Mr. Troelstra, qui défendit très énergiquement l'égalité financière. L'attitude des libéraux fut différente. Le seul des 14 membres de la "Commission de Conciliation" qui vota en définitive contre le projet, fut un libéral-libre, Mr. M. Tydeman.

Lors de la discussion parlementaire, l'opposition se déchaîna sous la conduite des libéraux. La Chambre des Députés adopta finalement l'article à l'unanimité sauf le vote hostile de Mr. Lieftinck, libéral-unioniste. Dans le Sénat, l'article fut même adopté sans appel nominal.

Le 29 novembre 1917, S.M. la Reine ratifia la révision constitutionnelle, laquelle entra en vigueur le 1^{er} décembre suivant. Ceci fut l'épilogue heureux d'une lutte scolaire séculaire; "heureux" parce qu'il fut possible grâce à la collaboration de tous les partis, de tout le peuple néerlandais!

§ 2. UNE ÉDUCATION FORCÉE D'UN D'UN LIBÉRALISME INTÉGRAL.

Au premier ministre du Cabinet extra-parlementaire libéral, Dr. Cort van der Linden, revient l'honneur d'avoir su convaincre le monde libéral, à la base de leurs propres principes politiques, de la justesse du système de l'égalité financière, de les persuader d'in-

troduire en Hollande un système — jusqu'alors sans précédent et jusqu'à ce jour sans pareil dans tout le monde occidental — et d'en faire un bienfait pour tout le peuple. Pour illustrer ceci, nous pourrions citer plusieurs constatations lors de la révision constitutionnelle par écrit et de vive voix de ce noble homme d'Etat, d'origine libérale et, dans la Commission d'Etat de 1910 dans l'opposition, mais maintenant rapidement après le travail de la "Commission de Conciliation" et le résultat qu'elle obtint, un des partisans les plus convaincus du système. L'étude de ce travail l'amène à une méditation plus profonde de ses principes libéraux et en fait un défenseur du système sur la base même de ces principes.

Pour le démontrer, il nous suffira de citer une seule pièce officielle de sa main, notamment son fameux "Mémoire de réponse" du 1^{er} septembre 1916 au compte rendu provisoire de la Chambre des Députés sur le projet gouvernemental de modification de l'article constitutionnel traitant de l'enseignement. C'est ce "Mémoire" dont le Professeur de Droit Public de l'Université d'Amsterdam, le Dr. Struycken, témoigna qu'il contenait pour les libéraux "*une éducation forcée d'un libéralisme intégral*".

Quoique nous soyons tentés de reproduire ici intégralement ce "Mémoire", nous devons nous contenter de rendre la vision du ministre à propos de certaines affirmations du "Compte-rendu provisoire"; affirmations faites par les libéraux eux-mêmes, mais qui se concilient difficilement avec une application logique des principes libéraux, confessés par eux-mêmes.

A. L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE NE PAS À TENIR HORS DE LA CONSTITUTION.

Envers et contre ceux qui voulaient à tout prix tenir l'égalité financière hors de la Constitution, il affirme que "l'essentiel du projet" se trouve dans l'obligation imposée au législateur d'appliquer l'égalité financière". En maintenant l'article de la Constitution sans amendement, la lutte scolaire va se continuer; en acceptant le projet, elle sera finie".

B. LES PRINCIPES LIBÉRAUX ET LE RAPPORT ENTRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC (OFFICIEL) ET L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (LIBRE).

Dans les remarquable alinéas suivants, le ministre se défend contre des remarques insérées dans le "Compte-rendu provisoire" par quelques politiciens de gauche et concernant ce rapport, la tâche de l'Autorité et des parents, la question de la neutralité.

1. Tâche des parents et de l'Etat à l'égard de l'enseignement.

"Plusieurs autres objections contre le projet trouvent leur fondement dans une mise en opposition,

à mon avis injustifiée, de l'enseignement public et privé. L'éducation des enfants est en premier lieu la tâche des parents. C'est un principe que personne ne contredira et qui est confirmé clairement dans notre Code Civil. L'Etat peut, dès lors, agir à titre réglementaire et supplétif, mais il ne peut prendre sur lui la tâche des parents. Même, à défaut de parents, ce n'est pas l'Etat qui les remplace, mais le tuteur. Lorsque l'Autorité prend l'enseignement en main, elle aide les parents à accomplir leur tâche propre dans l'intérêt du pays. Par l'obligation d'instruction et par les garanties de qualité, la tâche des parents est dans une certaine mesure limitée, mais pas supprimée."

2. *Essence de la lutte scolaire.*

Par essence, la lutte scolaire n'est pas une lutte entre enseignement officiel et privé, mais entre enseignement "neutre" et "confessionnel".

„Contre l'enseignement public (enseignement dû à l'initiative de l'Etat) il n'y a donc en soi aucune objection. L'objection naît si l'enseignement public va à l'encontre de la liberté des parents de remplir leur tâche selon la conviction de leur conscience. La lutte, menée dans notre pays, n'est pas dans son essence une lutte entre enseignement public et libre, mais entre enseignement "neutre" et "confessionnel." Dans un pays où les convictions sont aussi hétérogènes que dans le nôtre, l'enseignement public ne saurait être autre que "neutre". L'Autorité n'est pas parti dans les questions religieuses. Il peut être passé sans silence la question, si la neutralité portée à son paroxysme ne surpasserait pas le nécessaire et l'utile. On ne doit pas s'attarder à la question de savoir si la neutralité totale est bien indispensable et utile".

3. *Seule la complète égalité financière est la conséquence logique des principes politiques libéraux.*

Le Ministre poursuit:

"Donc enseignement public neutre. Cependant, pour une grande partie des citoyens, cet enseignement est incompatible avec la tâche des parents telle que religion et conscience la leur dictent. L'on a donc reconnu la liberté des parents de déterminer eux-mêmes, sans contrainte morale, l'enseignement pour leurs enfants. Mais on accorda cette liberté limitée par un contrôle étatique, et contraignit, d'autre part, les parents à subvenir, comme citoyens imposables un enseignement qui ne leur convenait point, mais qui satisfaisait pleinement une autre partie des citoyens. L'Autorité disait: "Vous êtes libres, mais vous subvenez au besoin de votre propre enseignement en même temps que celui de vos concitoyens." Cette inégalité dans la répartition des charges est ressentie comme une injustice. Ceux qui luttent pour l'enseignement public parce que,

à leurs yeux, il est meilleur que l'enseignement privé, oublient qu'ils veulent utiliser une contrainte légale pour vider un différend qui seulement, sans préjudice à la liberté de chacun, ne peut être vidé qu'avec des armes spirituelles."

"Il est clair qu'un subside de l'enseignement libre ne peut pas apporter la paix. Des subsides peuvent mitiger l'injustice, non la supprimer. En accordant des subsides, l'on a sacrifié le principe. L'on a ainsi ouvert la voie au dilemme: ou bien il n'y a pas d'injustice vis-à-vis de la liberté de l'école sans plus: sur quelle base accordez-vous donc des subsides du trésor public? Ou bien il y a injustice: pourquoi donc n'êtes-vous que partiellement justes? Seule l'égalité financière complète est logique et seule elle peut apporter la paix."

Sur ces passages du Mémoire de Réponse le Dr. Professeur Struycken fit, dans la revue "Van Onze Tijd". le commentaire suivant: "Notre premier Ministre s'est laissé convaincre; il a compris que l'égalité principielle entre enseignement "public" et "privé" est une conséquence inéluctable des principes libéraux authentiques: égalité des citoyens devant la loi, indifférentisme du droit public aux différences religieuses, respect du libre développement des forces morales et sociales du peuple, — de ces principes libéraux découle nécessairement le bon droit de l'enseignement privé. C'est ce que le Ministre a compris et conséquemment il n'a pas hésité à rompre avec son passé immédiat, et à taxer de non-libéral celui de gauche qui ne le veut pas suivre dans cette voie".

C. BIENFAITS DE L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE PROPOSÉE, À LA LUMIÈRE DES PRINCIPES LIBÉRAUX.

1. *Conséquences heureuses pour l'enseignement lui-même de la liberté d'enseignement, rigoureusement garantie par l'égalité financière.*

Ni la droite, ni la gauche, affirme le Ministre, ne voit tous ses désirs satisfaits par le projet. C'est, en fin de compte, un compromis, "et il est de la nature même de chaque compromis de ne satisfaire entièrement aucune des parties. Ceux qui ne sont pas entièrement satisfaits ont à se demander ce qui vaut mieux: continuer une lutte qui divise depuis tant d'années notre peuple, ou conclure une paix à des conditions qui ne complairaient pas un vainqueur sur tous les fronts.

„La lutte scolaire a divisé notre peuple en deux camps et a dominé pendant de longues années notre politique.

"L'augmentation des salaires et l'amélioration de la formation des instituteurs, de l'avis de tous, condition sine qua non d'un développement supérieur, ne furent jamais réalisées, ni dans l'enseignement libre, ni dans l'enseignement officiel. On ne consacra par la force des choses que peu ou pas d'attention

aux exigences reconnues de la pédagogie, de la psychologie, de la méthodologie. La prolongation des années consacrées à l'instruction obligatoire put à peine être envisagée. Le développement de l'enseignement primaire fut ainsi arrêté et la lutte politique envahit entre temps d'autres domaines, où les différences de conceptions n'avaient à jouer aucun rôle.

"En acceptant le compromis, tout cela changera. La nation appelle un développement accéléré. La liberté d'action mettra au service du développement du peuple les forces jusqu'ici absorbées par le combat.

"L'abîme entre foyer et école, si nuisible à l'éducation de la jeunesse, sera comblé. Non seulement les soi-disant "confessionnels" mais aussi un grand nombre d'autres parents, qui ne veulent se contenter de la neutralité forcée de l'école publique reçoivent la liberté de donner à leurs enfants l'enseignement de leur choix. Il ne peut qu'en resoudre que l'instituteur se donant plus qu'à présent à sa tâche pourra devenir non seulement le maître, mais l'éducateur enthousiaste. La lutte *autour* de l'enfant sera remplacée par la lutte *pour* l'enfant. L'on partira en guerre pour la meilleure pédagogie, pour la meilleure méthode de direction de l'homme en formation.

"Ceux qui se demandent si le compromis vaut le sacrifice indispensable, se souviennent que la possibilité de vivre en paix avec des hommes d'opinion différente ouvrira la possibilité d'élévation de tout notre peuple à un niveau supérieur de développement, le rendant plus apte à la lutte pour la vie et mieux équipé dans la lutte des nations. Qu'ils considèrent que la liberté d'enseignement établira cette unité de la nation que l'école neutre public n'a pu fonder. L'unité de notre nation est née de la liberté!"

2. Une "pacification" suivra-t-elle réellement?

A ceux qui en doutent, parce que la lutte politique est à leur avis la conséquence inéluctable de l'opposition irréductible de deux conceptions de vie, le Ministre répond que l'on ne peut attendre du projet une réconciliation des deux conceptions:

"Il est à nier cependant que la lutte politique soit la conséquence inéluctable de l'existence de cette différence de conception. La lutte politique est la conséquence de l'ingérence de l'Etat dans une affaire d'ordre spirituel. Aussi longtemps que l'on confiera cette affaire à la compétence de l'Etat, la lutte politique sera inévitable.

"On attend un appui de l'Autorité comme défense contre la propagande de l'adversaire spirituel. C'est un aveu du manque de confiance dans la force de sa propre conviction. C'est surtout une méconnaissance de la tâche propre de l'Autorité dans un pays où la liberté de conviction est hautement respectée. Propagande et contre-propagande ne sont pas de la

compétence de l'Etat, sauf s'il s'agit de sauvegarder la loi."

Voilà les principaux éléments de "l'éducation forcée d'un libéralisme intégral" par un Ministre libéral intégral!

§ 3. L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE DANS LA CONSTITUTION ET DANS LA LOI ORGANIQUE

A. L'ARTICLE DE LA CONSTITUTION.

L'article de la Constitution de 1917 se rapportant à l'enseignement, et depuis encore toujours en vigueur, dit.

"L'enseignement est l'objet des soins constants du Gouvernement.

"Enseigner est libre, sauf le contrôle de l'Autorité, et d'ailleurs — autant qu'il s'agisse de l'enseignement de formation générale tant primaire que secondaire — sauf l'examen de la capacité et de la moralité de l'instituteur, l'un et l'autre à régler par la loi.

"L'enseignement public est réglé par la loi, en respectant les convictions religieuses de chacun.

"Dans chaque Commune est donné de la part de l'Autorité enseignement primaire de formation générale d'une façon satisfaisante dans un nombre d'écoles suffisant. Selon des règles définies par la loi il peut y avoir de dérogations à cette stipulation, pourvu que l'occasion d'un tel enseignement soit donné.

"Les exigences de qualité, à poser pour l'enseignement en total ou en partie financé par le trésor public, sont réglées par la loi, en respectant, lorsqu'il s'agit de l'enseignement privé, la liberté de conviction.

"Ces exigences sont pour l'enseignement primaire de formation générale réglées d'une telle manière, que la qualité de l'enseignement privé, totalement financé par le trésor public, et de l'enseignement public d'une façon aussi satisfaisante est garantie. Cette réglementation respectera nommément la liberté de l'enseignement privé concernant le choix des moyens d'enseignement et la nomination des instituteurs. "L'enseignement primaire de formation générale privé, lequel satisfait aux conditions à poser par la loi, est financé par le trésor public dans la même mesure que l'enseignement public.

"La loi détermine les conditions auxquelles des contributions du trésor public sont accordées à l'enseignement privé secondaire et supérieur préparatoire. "Le Roi fait donner annuellement aux Etats-Généraux un compte-rendu sur l'état de l'enseignement."

Pour plus d'explication, nous donnons ce qui suit:

1. Modifications et précisions.

Le projet de révision de l'article de la Constitution

concernant l'enseignement, élaboré par la "Commission de Pacification" fut repris par le Gouvernement, mais modifié et précisé quelque peu à la suite des débats. Ces modifications et précisions consistaient surtout en ceci: que d'une part "l'omni-présence" de l'enseignement public fut plus accentuée, et que d'autre part, en vertu de la liberté de conviction, les exigences de qualité, à poser à l'enseignement privé, ne peuvent pas être "égales" à celles posées à l'enseignement public, mais seulement "équivalentes"; et que nommément il faut respecter dans l'enseignement privé la liberté de choix des moyens d'enseignement et de la nomination des instituteurs.

2. "Trésor public".

Par "Trésor public" on entend toute caisse de l'Autorité. Donc pas seulement celle de l'Etat, mais également celle des Provinces et celle des Communes.

3. Enseignement "public" et "privé".

Comme nous l'avons déjà fait remarquer par enseignement "public" on entend, aux Pays-Bas, tout enseignement de la part de l'Autorité (Etat, Provinces, Communes); ce que, ailleurs, on a plutôt coutume d'appeler enseignement "officiel". Par enseignement "privé" on entend celui qui est dû à l'initiative de particuliers (p.e. corps de gestion, associations, fondations et d'autres de même genre); ce qu'ailleurs on nomme l'enseignement "libre."

B. LA LOI ORGANIQUE EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE CONSTITUTIONNEL SUR L'ENSEIGNEMENT.

1. La discussion de la loi.

Ce fut sous un ministère de droite (c.à.d. des partis "confessionnels": catholiques et protestants) que l'article constitutionnel sur l'enseignement (élaboré sous un ministère "libéral") reçut son exécution. Ce fut la "loi de 1920 sur l'enseignement primaire", selon sa dénomination officielle. Elle fut adoptée, à la Chambre des Députés, le 30 juin 1920 par 75 voix contre 3 (2 communistes et 1 libéral). Au Sénat, elle fut adoptée sans appel nominal le 7 octobre 1920. Ici encore ce fut un libéral, Van der Feltz, qui maintint le plus longtemps ses objections lors de la discussion; mais après le contre-réplique du ministre, il déclara: "Conformément à ce que j'ai dit hier, je désire ardemment collaborer à la pacification, et pour cela, Mr. le Président, j'oublierai momentanément mes objections et j'accorderai ma voix au projet de loi. "C'était le vieux libéralisme qui capitulait en lui devant le droit, après une résistance tenace.

2. Système de la loi:

Pour satisfaire au but de notre écrit, il nous suffira de mentionner comment, dans le système de cette loi, le

fournissement financier de l'enseignement libre — sauf le minerval établi au même niveau et pour l'enseignement public et pour le privé — fut, grosso modo, réalisé dans la même mesure par le trésor public que pour l'enseignement public: 1. les salaires sont à charge de l'Etat; 2. les frais de construction et l'exploitation à charge de la Commune.

§ 4. ATTITUDE DES LIBÉRAUX ET DES SOCIALISTES À L'ÉGARD DE L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE APRÈS LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE DE 1917 ET 1 SOUS LE RÉGIME DE LA LOI ORGANIQUE DE 1920

A. L'ENTRE-DEUX-GUERRES.

L'égalité financière n'a pas connu une jeunesse joyeuse. Née au cours d'une année de prospérité apparente, accueillie partout, du moins avec satisfaction, elle devint impopulaire chez diverses personnes qui avaient eu de difficultés à se reconcilier avec le nouveau système, dès qu'apparut, dans les foyers néerlandais, le premier malaise de l'après-guerre. Ce fut le cas principalement avec les "libéraux".

1. Les libéraux.

Il eût être presque surprenant que ceux-ci tout à coup après la loi organique de 1920, se métamorphoseraient en promoteurs enthousiastes d'une application intégrale de cette loi. Déjà lors de la discussion de la loi, une vive opposition s'était fait jour afin de sauver, pour l'école officielle, ce qu'il y avait encore à sauver. Le malaise de l'après-guerre renforça leur position. Dans certains conseils communaux (celui de la Haye p. ex.) l'on parla des "conséquences alarmantes de la législation scolaire actuelle; lors de la discussion par écrit du budget d'Etat -1921 à la Chambre des Députés l'on suggéra même l'application "graduelle" de la nouvelle loi scolaire et même une "suspension" provisoire de son application. A côté de ces antécédents et de ce malaise, il y avait encore une autre difficulté: la jurisprudence, dans cette matière complètement neuve et d'une application assez complexe, devait encore se stabiliser. La 3e section du "Conseil de l'Enseignement" remplit, dans le domaine de cette jurisprudence, pendant les premières 10 années, une tâche assez lourde. Cependant une fois qu'on s'était accoutumé, tout alla mieux. Mais le système lui-même était dans cette période intermédiaire inattaqué, fut même consolidé.

D'ailleurs, après 1918, le libéralisme politique n'avait plus grande chose à signifier aux Pays-Bas. En 1901, la „Ligue démocrate libérale" avait quitté l'Union Libérale"; avant déjà les vieux libéraux ou "libéraux libres" s'étaient retirés de cette union. Les élections de 1918 furent fatales aux libéraux: l'Union libérale tomba de 22 à 6 sièges, les "libéraux libres", de 10 à 4, les démocrates libéraux de 8 à 5. En 1921, li y eut

une nouvelle fusion, mais aux élections de 1922, "L'Union de la Liberté" perdit 5 sièges et n'en garda que 10. En 1937 ce nombre était réduit à 4. Il restait peu de chose du parti libéral jadis si omnipotent.

2. Les socialistes.

Parmi ceux-ci il y avait évidemment encore entre eux quelques "acharnés" de l'école officielle, plusieurs devaient encore s'habituer à la situation. Mais comme avant, pendant et après la première guerre mondiale, le parti même politique le S.D.A.P. était en principe favorable à l'idée de Pacification; ce préjugé favorable ne fut pas modifié dans l'entre-deux-guerres, et avec le temps, les socialistes comprirent plus clairement la justesse démocratique, la valeur sociale et pédagogique du système.

La direction du S.D.A.P. nomma en 1931 une Commission chargée d'un rapport sur la Pacification scolaire: sur les 10 membres, 8 se déclaraient pour une continuation absolue de la politique définie en 1902: "Le sentiment de la majorité de la Commission est que, aux Pays-Bas, l'attitude d'un parti politique vis-à-vis de l'égalité financière n'est plus la même qu'en 1917. "Le problème posé alors était celui de l'incorporation, du principe de l'égalité financière dans la Constitution; celui qui se pose aujourd'hui est celui du maintien du principe accepté en 1917." Ce maintien est principiellement assuré chez le S.D.A.P. Le rapport constate que des centaines de milliers de parents souhaitent un enseignement confessionnel pour leurs enfants; longtemps ils ont combattu dans ce sens et consenti des sacrifices: "Le S.D.A.P. a pensé devoir respecter cette conception et ne pas pouvoir lui faire violence. C'est pour cette raison qu'il rejeta l'idée d'un enseignement public obligatoire, neutre, comme conduisant à contrainte morale. Il reconnut le droit des citoyens d'instituer et d'exploiter, à côté des écoles publiques neutres, des écoles privées. *Il voulut rendre effective la liberté qu'il reconnaissait, en mettant à la disposition des écoles privées les moyens financiers nécessaires dans la même mesure que ceux mis à la disposition de l'école public*".

B. APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

1. Les libéraux.

Ce qui restait des libéraux forma, en 1946, un nouveau parti: le "Parti de la Liberté" qui passa rapidement à un parti-brèche sous le nom de "Parti du Travail" (P.v.d.A.).

Mais en 1947, plusieurs anciens démocrates libéraux, sous la conduite de Dr. Oud, et d'autres libéraux, s'en retirent et fondèrent à leur tour un nouveau parti, le "Parti populaire pour la Liberté et la Démocratie" (V.V.D.). Ces derniers héritiers du libéralisme politique néerlandais conservaient théoriquement (dans leur programme) et pratiquement

(leur politique dans les corps publics) peu de chose du vieil idéal scolaire des ancêtres libéraux. Le programme du V.V.D. contenait en 1948: Le parti "reconnait le principe de la liberté des parents de choisir l'école à laquelle ils veulent confier la formation de leurs enfants. Il désire le maintien intégral de l'égalité financière constitutionnelle entre l'école primaire public et le privé". L'école officielle garde, certes, la préférence de ces héritiers du libéralisme du 19^e siècle, mais l'égalité financière reste intacte. Le "manifeste électoral du V.V.D." de 1956 contient un "programme d'urgence" qui demande e.a. le "renforcement de la position de l'école public, avec maintien du principe de l'égalité financière entre l'enseignement public et privé". Cette dernière formule de 1956, ne semble point exclure, comme le faisait le programme de 1948, l'extension de l'égalité financière aux autres branches de l'enseignement.

2. Les socialistes.

Le vieil S.D.A.P. fut, après la guerre, totalement intégré dans un nouveau parti socialiste, le parti-brèche, nommé "Parti du Travail" (P.v.d.A.), auquel s'ajoutèrent quelques groupes d'autres partis disparus. Ce nouveau parti socialiste maintint à l'égard de la politique scolaire la position qu'avait prise, dans l'entre-deux-guerres, le S.D.A.P. Cela surprit beaucoup les partis socialistes étrangers. Des socialistes étrangers ne savent pas encore, semble-t-il, rejoindre les socialistes néerlandais dans ce point de vue, principiel et honnête. Un exemple: en 1954, se tint, à Bentveld (Hollande), un Congrès de l'Union des instituteurs démocrates socialistes. La délégation néerlandaise y forma encore l'exception. "Het Vrije Volk" organe du "Parti du Travail" (P.v.d.A.) en publia cette notation: "La Conférence constate que les représentants belges, danois, allemands, anglais, français, norvégiens, autrichiens, suédois et suisses, défendent le point de vue que seule l'école officielle est capable de résoudre les problèmes pédagogiques de l'heure présente. La délégation néerlandaise, par contre, est convaincue qu'à côté de l'école officielle subsiste la possibilité d'instituer des écoles libres, égales en droits et en devoirs".

De ceci il ressort que, aussi après la seconde guerre mondiale, les socialistes néerlandais — tant les instituteurs que les hommes politiques — restent fidèles à la Pacification de 1917 et de 1920.

Dans l'article 32 du programme de base du "Parti du Travail" on lit e.a.: „Reconnaissance de l'importance fondamentale des conceptions de vie et des convictions religieuses dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation, également tant pour l'enseignement libre qu'officiel."

En février 1957 parut "Langs Nieuwe Wegen" (Par des voies nouvelles), rapport de la Commission

scolaire du P.v.d.A. sur la politique scolaire aux Pays-Bas dans l'avenir. Cette commission a travaillé pendant des années à la rédaction de ce rapport, récemment divulgué. Sous l'art. 34a ("Droits des parents") on trouve cette déclaration: "Sur la base de la reconnaissance du droit des parents de déterminer le fondement de l'éducation de leurs enfants, il faut respecter scrupuleusement la liberté de choix d'école. Pour cette raison il serait injuste que le trésor public finance soit seule l'école dite "mixte", soit seules les écoles fondées sur un fondement déterminé.

"Le Parti, conformément à son programme de base, accepte intégralement les idées fondamentales de la Pacification."

Aux termes de ce rapport, la direction du Parti a pu présenter au Congrès ordinaire biennal du Parti, les 7 et 8 mars 1957, une résolution sur de problèmes de politique scolaire pour la faire discuter et arrêter. Cette résolution fut par ce Congrès du Parti du Travail adoptée. L'art. 8 déclare e.a.: "Les idées de base de la Pacification scolaire sont acceptées intégralement par le "Parti du Travail", conformément à son Programme de base."

En outre, Mr. van Sleen, spécialiste scolaire du P.v.d.A., fit à la Chambre des Députés le 15 juin 1955, une profession de foi politique dans les termes suivants: "En ce qui concerne la Pacification, j'ai laissé entendre clairement que mes amis politiques et moi-même, nous voulons prendre comme ligne de conduite les idées fondamentales de la Pacification pour l'institution d'écoles, y compris celle de l'enseignement continué, pour ne pas parler des écoles gardiennes et celles de l'enseignement primaire extra-ordinaire."

Cette affirmation était conforme à l'état d'esprit du peuple néerlandais tout entier — le petit groupe de communistes excepté —: il ne fallait pas limiter la Pacification, l'idée de l'égalité légale et financière, à ce que prescrivait strictement la Constitution. L'on ne redoute donc pas — même dans le "Parti du Travail" — d'étendre aux autres branches de l'enseignement le principe constitutionnel visant l'enseignement primaire de formation générale.

CHAPITRE IV.

POUR CONCLURE

§ 1. APRÈS 40 ANS D'ÉGALITÉ FINANCIÈRE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Ainsi donc le peuple néerlandais, grâce à son sens de liberté, sa vision sereine, son esprit logique et son goût profond pour la justice, a osé tirer les conséquences de ces principes, qui aussi aux Pays-Bas déterminent la politique scolaire: l'état néerlandais est pourtant basé — pas moins que quel autre état moderne occidental — sur la démocratie libérale. *Quelle est, au moment, après 40 ans d'égalité financière*

imposée par la Constitution, l'attitude du peuple néerlandais vis-à-vis du maintien de ce système, jusqu'à ce jour unique au monde?

Il est un fait: personne, pas un seul parti politique (à l'exception du parti communiste, qui est un des plus petits et des plus décadents), pas un seul corps public, pas une seule société privée ne s'oppose plus au système comme tel. Au Département, aux Etats-Généraux, dans les provinces et les Communes, dans les comités consultatifs du Gouvernement (nommé au Conseil de l'Enseignement) on traite comme chose jugée et en général très objectivement l'enseignement primaire privé ou libre dans la même mesure comme l'enseignement public ou officiel. Le système n'est plus combattu dans la presse ou critiqué par un groupe scolaire ni par d'organisations des instituteurs de couleur quelconque. De façon générale, l'inscription de l'égalité financière dans la Constitution est considéré aux Pays-Bas comme un bienfait pour la nation; bienfait, (comme le prévoyait le Ministre Cort van der Linden dans son fameux "Mémoire de Réponse" du 1er septembre 1916) pas seulement dans le domaine de l'enseignement même, mais aussi dans le domaine social, économique et culturel du pays. La lutte scolaire fut liquidée aux Pays-Bas; une cause de division désastreuse fut ainsi supprimée et la voie ouverte à une collaboration unanime. Tout cela avantegea surtout le progrès social: la législation sociale néerlandaise peut au même titre être qualifiée d'exemplaire. La lutte est terminée, mais naturellement il reste la nécessité de pourvoir à l'application honnête du système aux cas concrets.

§ 2. EXTENSION ULTÉRIEURE DU SYSTÈME

A. DÉVELOPPEMENT DE L'IDÉE DE "PACIFICATION"

Il y a plus! L'idée de Pacification s'est même remarquablement développée dans le peuple néerlandais. Bien que la Constitution ne prescrive l'égalité financière que pour l'enseignement primaire de formation générale et qu'elle parle seulement de "contributions" de l'Autorité à l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur élémentaire, l'esprit de la Pacification a tellement imprégné ce peuple que ces "contributions" réalisent pratiquement l'égalité financière. En 1917 déjà, lors de la discussion publique au Sénat de l'article constitutionnel sur l'enseignement, le Ministre Cort van der Linden trouvait "naturel" que l'on essaie d'étendre cette égalité financière aux autres branches: "Qu'y a-t-il du mal à cela? Il me semble qu'une fois le principe admis pour l'enseignement primaire, il pénétrera dans le domaine aussi de l'enseignement secondaire et supérieur préparatoire". La lutte portera éventuellement sur les modalités d'application. "C'est alors une lutte de modalités non du principe". Ainsi s'exprimait le Ministre libéral en 1917.

En ce moment, le Ministre de l'Instruction a envoyé

un avant-projet de loi à différentes instances, afin de connaître leur avis; cet avant-projet propose d'appliquer des règles générales à tout l'enseignement continué entre l'école primaire et l'Université; donc pas seulement l'enseignement primaire plus étendu et l'enseignement primaire ordinaire continué, qui tombent déjà maintenant sous l'égalité financière, mais l'enseignement technique sous toutes ses formes ainsi que l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieure préparatoire (gymnases). Ce projet se base comme chose jugée sur l'égalité légale et financière de toutes ces branches d'enseignement. Quelles que soient les objections élaborées par toutes ces instances contre l'ensemble ou contre une partie du dessein, le système même de l'égalité pour toutes ces branches n'est attaqué par personne.

B. L'ENSEIGNEMENT "SUPÉRIEUR"

Il reste encore l'enseignement supérieur libre. (Universités libres et Écoles Supérieures libres). "L'Université libre" d'Amsterdam (protestante), l'Université catholique de Nimègue, l'Ecole Supérieure économique libre neutre de Rotterdam et l'Ecole Supérieure économique catholique de Tilbourg reçoivent déjà des subventions qui, nous le ferons remarquer sous par. 3, se rapprochent de l'égalité financière. L'égalité complète de l'enseignement supérieur libre avec l'officiel est d'ailleurs à l'étude. Dans son "Mémoire de Réponse" lors de la discussion du budget 1957 le Ministre Cals renvoie, pour les subventions aux Universités et Ecoles Supérieures libres, à la Commission 's Jacob, instituée par arrêté ministériel, pour faire des propositions en ce sens. Il affirme par ailleurs, partager l'opinion "que la Pacification demande une extension plus grande". Et plus loin: "L'effort du soussigné reste entretemps dirigé à créer autant que possible des conditions égales pour l'inscription à l'enseignement public et privé de sorte que la choix des parents puisse être faite en toute liberté, et le moins possible soit influencée par de facteurs étrangers à la nature de l'enseignement même".

§ 3. DANS QUELLE MESURE L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE, EST-ELLE EN CE MOMENT DÉJÀ EFFECTUÉE AUX PAYS-BAS EN TOUT OU PRESQUE TOUT?

- a. En total, dans l'enseignement primaire de formation générale, c.à.d. l'enseignement primaire ordinaire, l'enseignement primaire continué, l'enseignement primaire plus étendu et de l'enseignement extra-ordinaire,
- b. En total dans les écoles normales, depuis la loi sur l'enseignement normal du 23 juin 1952.
- c. En total pour l'enseignement dans les écoles gardiennes, depuis la loi du 8 décembre 1955.
- d. Dans l'enseignement technique: ici aussi le droit des écoles libres à l'égalité financière est entièrement

reconnu; l'application pratique rencontre cependant des difficultés spéciales. L'avant-projet "enseignement continué", dont nous avons parlé plus haut, propose comme chose jugée l'égalité financière pour toutes les formes d'enseignement technique et la conditionne seulement par des critères objectifs.

- e. Dans l'enseignement secondaire et préparatoire supérieur on connaît déjà l'égalité à 100%
- f. Dans l'enseignement supérieur — en attendant les propositions de la Commission 's Jacob — on accorde maintenant une subvention de 70% aux Ecoles Supérieures libres et de 90% aux Universités libres, pour frais d'installation, d'exploitation, d'appointements.

§ 4. DES CHARGES PLUS LOURDES POUR LE TRÉSOR PUBLIC DES PAYS-BAS QUE POUR CEUX DES AUTRES PAYS DÉMOCRATIQUES DE L'OC. CIDENT, MAIS EN MÊME TEMPS UN GRAND BIENFAIT POUR LE PEUPLE NÉERLANDAIS.

A. DES CHARGES PLUS LOURDES POUR LE TRÉSOR PUBLIC.

L'égalité financière, comme elle est effectuée en Hollande, paraît encore plus remarquable lorsque l'on songe à ce qu'elle représente pour les finances publiques du pays. Si l'on considère en effet les deux facteurs qui déterminent en premier lieu les charges scolaires — notamment: ce que coûte chaque élève à la caisse publique et le nombre de jeunes gens que compte un pays — il devient clair combien les charges, imposés aux finances publiques, sont relativement plus lourdes aux Pays-Bas que dans les autres pays mentionnés.

Tout d'abord, les revenus généraux de l'Etat y subventionnent pratiquement tout l'enseignement, aussi bien libre qu'officiel, et dans toutes les branches; cela n'existe dans aucun autre pays. Par ailleurs, l'accroissement de la population est beaucoup plus fort aux Pays-Bas que dans n'importe quel autre de ces pays. En un siècle, le chiffre de la population des Pays-Bas a presque quadruplé. En ce qui concerne la jeunesse aux études, un seul chiffre: le nombre des "moins de 20 ans" monta de 1.775.000 en 1880 à 4.156.000 en 1957. — Aux subventions directes à l'enseignement, l'Autorité ajoute depuis quelques années des sommes importantes pour des oeuvres de jeunesse après l'âge d'instruction obligatoire.

Que l'on se garde cependant de conclure de ce qui précède, que l'introduction de l'égalité financière a rendu plus lourdes les charges financières du peuple néerlandais tout entier.

Les charges sont devenues plus lourdes pour la caisse publique parce que ce système a supprimé une injustice: une partie du peuple néerlandais payait deux fois (une fois pour l'école libre et une fois pour l'école officielle); mais cela ne signifie pas des charges plus lourdes pour le peuple entier. On ne peut, à l'égard de l'égalité financière, parler que d'un

"déplacement" des charges. Nous ne considérons pas ici, bien sûr, l'augmentation des dépenses due à l'augmentation des salaires, à la modernisation des installations et à l'amélioration des moyens d'instruction, etc., qui n'ont rien à voir avec l'égalité financière comme telle.

B. GRAND BIENFAIT POUR LE PEUPLE NÉERLANDAIS.

Ce que le Ministre libéral Cort van der Linden prédisait dans son "Mémoire" de 1916, s'est réalisé: l'égalité est devenue un bienfait presque inappréciable. La lutte scolaire une fois terminée par l'heureuse collaboration de tous les partis, l'on put élaborer une collaboration unanime de toutes les tendances pour élever la qualité de l'enseignement dans toutes ses branches. Ce ne fut pas un bienfait non seulement sur le plan culturel. En supprimant une des causes principales de la discorde désastreuse du peuple, l'introduction et l'application de l'égalité légale et financière eurent, sur le plan économique et social, des conséquences très heureuses. Ce fut le cas déjà entre les deux guerres, mais cela paraît plus

clairement encore durant les années qui suivirent la seconde guerre mondiale. Après les destructions et l'appauvrissement général dus à la seconde guerre mondiale, la collaboration de tous avec tous a su maintenir la paix sociale et rétablir rapidement la prospérité: le "miracle hollandais"! Au cours des discussions à Paris en 1952 sur le problème de l'éducation — lorsqu'on ne pouvait trouver d'accord qui aille au delà du "respect" des droits des parents — les Pays-Bas avaient (comme nous l'avons déjà côté ci-dessus) plein droit de déclarer avec une conviction sincère et justifiée:

"De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, l'Etat devrait non seulement respecter les droits des parents dans le domaine de l'éducation, mais en cas de besoin, assurer l'exercice de ces droits par des mesures financières appropriées."

Aucun des Pays siégeant là — bien que étant, à leur avis, des "démocraties libérales" — n'osa appuyer le point de vue néerlandais.

Quand donc ces pays recevront-ils aussi "une éducation forcée d'un libéralisme intégral."



Catholic intellectual emancipation in the Western countries of mixed religion

by

Dr. M. A. J. M. Matthijssen, The Hague.

INTRODUCTORY

IN THE WEST EUROPEAN AND NORTH AMERICAN countries of mixed religion, where Roman Catholics form a vigorous quantitative minority, there has been a Roman Catholic intellectual and cultural revival in recent decades in strong contrast to their characteristic socio-cultural minority position in the past centuries.

Everywhere where this course of events is occurring, socio-scientific publications from time to time contain articles by Catholic authors noting the progress of this process of revival, but without shutting their eyes to the sometimes great leeway the Catholic population still have to make up relatively to non-Catholics.

But there has not yet been a comprehensive study covering all these national Catholic processes of revival and comparing their common and individual characteristics. Such a study is not only interesting; it is also important from the aspect of scientific theory regarding the established phenomenon, and finally it may throw light upon the place of the Catholic outlook in present-day Western society.

This article aims at being the first modest attempt at such a comprehensive study. It is necessarily modest, firstly because the process of Catholic intellectual revival in the various countries has not yet been the subject of systematic scientific study, for which reason we have had to rely on very sketchy and sometimes dubious documentary material; secondly because no scientific theory has yet been formulated regarding the causes and backgrounds of the centuries-old minority position on the one hand and the recent change in these positions on the other.

The lack of documentary material of quantitative and qualitative value imposed severe restrictions upon our study. As this was an initial attempt at a comprehensive study, we believed that in order to avoid getting stranded it would have to suffice for us to trace several phenomena that were comparatively easy to observe and which, though not determinative, were nevertheless indicative of the Catholics' intellectual position in the national community: their quantitative representation in higher education and in the intellectual and higher professions.

The possibilities of formulating theories are of course slight in an initial study. A successful attempt at this

cannot be undertaken until the national processes of Catholic revival have been carefully analysed and put in their national cultural-historical framework. Moreover, we have no support from authors who have studied the interrelationship of the historical minority positions and the processes of revival. Theories have indeed been formulated regarding the origin and perpetuation of Catholic socio-cultural minority positions, but these are incomplete because they have not been tested against recent developments.

The study is in four main parts. The first part is a brief résumé of the theories that have been formulated regarding the origin of the Catholic socio-cultural minority position. Part II is a statistical-quantitative review of the intellectual growth and present position of Catholics in several countries of mixed religion measured by the indications already mentioned. Part III devotes several brief observations to the background of recent developments. The study is completed with some notes on the importance of Catholic education to the Catholic intellectual revival and on qualitative problems occurring in this connection. The last part is concerned entirely with the position in the Netherlands.

CHAPTER ONE

CULTURAL-SOCIOLOGICAL THEORIES REGARDING THE CATHOLIC MINORITY PROBLEM

The sociological minority position of the Catholics that manifested itself, in the past in many countries drew the attention of various cultural sociologists in the early decades of the present century. Seeking an explanation of this phenomenon, they believed its causes were related to the socio-cultural configuration in which Catholics found themselves in past centuries.

Their starting point is the fact that at about the time of the Reformation Europe's economic centre of gravity moved from Southern Europe to Western Europe. Whereas economic life and political power in the late Middle Ages was concentrated in Northern Italy, Spain and Portugal, after 1500 the economic and political role of these territories soon came to an end and especially the Protestant countries, Holland and England, became very prominent, both economically and politically.

Although there is far from any uniformity in the views of the various authors who have gone into this subject, most of them nevertheless believe that Protestantism and especially Calvinism held within them the conditions for the break-down of the mediaeval social order which led in particular to the rise of modern capitalism.

The one to go furthest in this respect is Weber¹). In his opinion, capitalism originated directly from Calvinism, and he bases this view mainly upon Calvinism's three essential characteristics: the doctrine of predestination, Calvinist professional ethics and Calvinist asceticism. The *doctrine of predestination* severs the threads between natural and supernatural by denying any relation between earthly practice and eternal retribution. *Calvinist professional ethics* rest on the principle that it is the chosen Christian's duty to magnify the glory of God on earth, to which end "rastlose Berufsarbeit" is the most appropriate means. All work must be performed "ad maiorem gloriam Dei". In Calvinism, labour thus acquired a substantially different meaning from that in mediaeval Catholicism: no longer is the achievement of social prosperity the primary function of labour, but personal adoration of God. This change in the function of labour contains the source of an economic individualism and utilitarianism. The complement to the argument is the Calvinist views on *asceticism*. The hallowed character of work means that its fruits cannot be applied for individual benefit. Proper for the chosen Christian is sobriety and frugal administration of his possessions. The bigger his possessions, the greater his responsibility to conserve them and multiply them to the glory of God. Moreover, in order to prevent acquired possessions from tempting man to enjoy them without working, idleness is considered the greatest sin. Wasting time in pleasure-seeking is by definition absolutely reprehensible.

It is this combination of Calvinist virtues which, according to Weber, gave rise to the "kapitalistischer Geist," and this is one of the reasons for the great growth of modern capitalism.

Although Weber's conclusions have been disputed by various writers, including Tawney and Fanfani²), — they show that capitalism already existed before the Reformation — they attribute to Protestantism, like Weber, great force in the flourishing of capitalism. "Protestantism encouraged capitalism inasmuch as it denied the relation between earthly action and eternal recompense".³) Protestantism in fact, thus gave religious sanction to the profit motive of capitalism. On these grounds, Tawney believes that Cal-

vinism was not only a religious but also a social movement. At one blow Calvinist ethics solved all moral conflicts facing the progressive groups in their capitalist impulses. This explains why Calvinist ideas were readily accepted by the rising bourgeoisie. Calvinism spread from Geneva to Antwerp and thence to Amsterdam and London.

As against this the fact that most countries that had remained Catholic saw no development on capitalist lines after the Reformation. What is more, various territories, especially the North Italian cities of Genoa and Venice, which had undergone vigorous capitalist development about 1500, thereafter dropped into the second place both politically and economically. A number of writers seek an explanation of this phenomenon in the social ethics of Catholicism which, unlike Protestantism, were strongly anti-capitalist. The Counter-reformation, Müller-Armack points out, tightened the reins again of the old outlook on life. Wherever the Counter-reformation brought religious life to greater growth, capitalism shrivelled up, economic evolution was deflected into traditional channels and no changes occurred in the structure of society. Hence, Austria, Spain and Portugal retained a feudal society for centuries.⁴)

Though the above views on the capitalist spirit of Calvinism and the anti-capitalist spirit of Catholicism seem to give an adequate explanation of the differences in economic expansion between the Protestant and Catholic countries, the entire reasoning appears untenable in view of the economic vigorous evolution in France, which had remained Catholic, after 1500. The explanations the writers put forward for France's exceptional position are partly religious, partly economic and political. A representative of the first school is Müller-Armack who points, inter alia, to Gallicanism which put France in a very distinct position among Catholic countries. Owing to Gallicanism there occurred in France "zwar keine dogmatische Absplitterung, wohl aber eine faktische Distanzierung von der Universalkirche"⁵). This might explain why the social teaching of the Church in France had less influence upon the evolution of society.

A representative of the second school is Bouman, who says: "The natural wealth of this country, its location on two seas with much shipping traffic and the establishment of royal absolutism by Richelieu and Mazarin collaborated in the seventeenth century in making the extremely active prosperity policy of Colbert (†1683) an imposing success."⁶) Another representative of this view is Fanfani, who puts forward economic-political factors to explain the differences in economic expansion between the

¹) M. WEBER, *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus* in *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, 1920, Vol. I, pp. 17-206.

²) A. FANFANI, *Catholicism, Protestantism and Capitalism*, 1939.

³) R. H. TAWNEY, *Religion and the Rise of Capitalism*, Pocket Edition, 1955, p. 205.

⁴) A. MÜLLER-ARMACK, *Genealogie der Wirtschaftsstile*, 1941, pp. 133-140.

⁵) A. MÜLLER-ARMACK, *Ibid.* p. 128.

⁶) P. J. BOUMAN, *Van Renaissance tot Wereldoorlog*, 1948, p. 77.

Protestant and Catholic countries in general. He points out the great importance of strong state authority for economic development, a factor which applied in West European states, including France, after the Reformation, but not in the Southern states. Without going into the value of these respective arguments, it may be pointed out that the retarding influence of Catholicism upon social evolution was also at work in France. This can be deduced from the spiritual tensions that occurred in France during the seventeenth and eighteenth centuries according to the evidence of Groethuysen.⁷⁾

In France this was the time of the skirmishes between the *avants-gardes* of Catholicism and capitalism. In this country the incompatibility of the Catholic social pattern and the new economic order was abundantly demonstrated. By means of countless quotations from letters, sermons, speeches and tracts, Groethuysen depicts the heated polemics and discussions in which the ancient Christian concepts of commerce, banking, work, etc. were defended against the advocates of the new order. Monod says that from 1760 to 1802 there were no fewer than 950 books and treatises in defence of the faith.⁸⁾

According to the evidence of the anonymous writers of "La Théorie de l'Intérêt de l'Argent" the Church's opposition was so vigorous that "parmi les capitalistes de Royaume il y en a probablement le tiers qui n'osait négocier leur argent, et le faire entrer dans le Canal du Commerce, les uns par la crainte d'être noté comme usuriers, et les autres, pour ne point blesser ou embarrasser leur conscience."⁹⁾

But this does not alter the fact that among many of the bourgeoisie ("les moins timides") the Christian faith became blurred and that, although these people remained Catholics, they in fact fell away from the Church.¹⁰⁾ They lived their lives in the purely earthly plane. And as the belief in progress quickened, human actions became more laicised.

Thus the rise of capitalism, both in France and in the Protestant countries, gradually cleared the way for modern rationalist and atheist trends (the Enlightenment), in which laicising became complete. In view of this development it would undoubtedly be one-sided to blame Calvinist ideology for the advance of capitalism. The rational bourgeois outlook on life, which forms a condition for the development of capitalism, likewise penetrated into Catholic France where the influence of the Church was less successful. The reason why the Catholic countries lagged behind in capitalist development is probably the anti-capitalist ethics of Catholicism rather than the capitalist ethics of Calvinism. Besides this, there was probably an interplay with the geo-

graphic and economic-political factors already mentioned.

These, then, are briefly the main theories that have been advanced by various cultural sociologists to explain the Catholics' sociological minority position in the past. They seem very acceptable as an explanation of the origin of the situation outlined and for its perpetuation throughout the seventeenth and eighteenth centuries. But it seems to us that, at the least, these theories require to be enlarged upon to explain why the situation lasted throughout the entire nineteenth century.

The controversy between Catholics and non-Catholics in their social outlook continued in the nineteenth century.

We must, however, note that the Catholics' main opponents were by then no longer the Protestants; they too, to the extent that they belonged to the orthodox school, had long been on the defensive, albeit less vigorously than the Catholics. Their opponents were now the supporters of rationalism and positivism, which the Catholic Church resisted with renewed vigour.

The fact was that the same process that had been witnessed in the sixteenth and seventeenth centuries was repeated in the nineteenth. Just as the rise of Calvinism — and the rationalist and individualist outlook — had gone hand in hand with early capitalism, so the Enlightenment heralded the flourishing of large-scale capitalism, which reached its culminating point in the heyday of positivist and materialist thought in the middle of the nineteenth century. Just as the rise of capitalism had vastly widened the horizons (by discovery and invention) and had renewed the social system in (sweeping away feudalism and in the rise of the bourgeoisie), so large-scale capitalism presented the aspect of a new social structure (in the growth of large-scale industry and the birth of the modern proletariat). Both times the triumph of social and economic renewal was borne along by trends of thought unacceptable to and for Catholics, and both times this led the Catholics to reject the one as well as the other.

For the nineteenth century this may be illustrated as follows. While the entire non-Christian part of the Western world, with reason as its sole guiding principle, deceived itself with optimistic expectations regarding the future, finding in this a strong stimulus to accelerate the process of social progress, the Catholics of all countries reacted to this "pernicious" error by withdrawing into isolation. This is the time of "the Catholicism of the beleaguered fortress", which sought safety in scrupulously avoiding dangerous occasions and "rash denunciation of their non-Catholic fellows"¹¹⁾.

At the same time there was a complication in the

⁷⁾ B. GROETHUYSEN, *Origines de l'esprit bourgeois en France*, 1927.

⁸⁾ Quoted by P. J. BOUMAN, p. 111.

⁹⁾ B. GROETHUYSEN, *op. cit.* p. 272.

¹⁰⁾ *Ibid.* p. 35.

¹¹⁾ L. J. ROGIER, *De Kerk in de 19e eeuw in Denken uit geloof en leven in de tijd*, 1949, p. 18.

Catholic camp, which undoubtedly greatly obscured a clear insight into the problem. It was in this very period that was so difficult for the Catholics — difficult because it was impossible for most Catholics to determine where truth ended and error began — that the Popes were tied hand and foot with their effort to maintain the Papal State.

Unfortunately they were dependent in this struggle upon the support of the Catholic countries, France and Austria, where reaction wielded the sceptre after the Vienna Congress. "An alliance with political reaction, social conservatism and despotism kept the Papal State alive for over half a century after the Vienna Congress, and even so this required all the efforts of Pope and Church."¹²⁾

It is probably in these events that we must seek an explanation of the incontestable fact that the Holy See adopted a defensive attitude only, in this problem.¹³⁾

We need not argue this fact at length; it will suffice to mention two of the main symptoms, viz. the encyclical "Mirari Vos" (1832) of Gregory VI and "Quanta Cura" with the added Syllabus Errorum (1864) of Pius IX. The first condemned the liberal Catholic position taken by Lamennais, but this also had the consequence that the conservative elements among the Catholics felt they were being supported and continued to rule the roost for many decades¹⁴⁾; in the second the main errors of the time were condemned in such terms that Catholics were left no alternative but to reject modern civilisation and modern progress unconditionally¹⁵⁾.

The encyclicals cannot, of course, be judged without placing them in the time in which they originated. For the twentieth century Catholic, who sees these encyclicals as historical documents, their principal significance is as evidence of the contemporary spirit. Regarded in this way, it is peculiar that these encyclicals gave no positive indications that might have guided the Catholics' outlook on society. In this light, the conservatism of the Catholics of that time is easy to understand.

CHAPTER TWO

THE SOCIAL AND INTELLECTUAL POSITION OF THE CATHOLICS IN CERTAIN COUNTRIES OF MIXED RELIGION

According to the above theories the main cause of the Catholics' sociological minority position is not in the political relationships, which differed from country to country, but in the spiritual relationships:

¹²⁾ Ibid. p. 19.

¹³⁾ Ibid., p. 33 and CARDINAL DE JONG, *Handboek der Kerk-geschiedenis*, Vol. IV, 1949, p. 221.

¹⁴⁾ Ibid. p. 18.

¹⁵⁾ DENZINGER 1780. 'Romanus Pontifex potest ac debet cum progressu, cum liberalismo et cum recenti civilitate sese reconcillare et componere (Our italics).

this minority position is related to the Catholics' social outlook, which in this respect is sharply distinguished from the non-Catholics'.

These theories presuppose that this minority position is not characteristic of the Catholics in one particular country, but of *the* Catholics. This situation is therefore said to occur in all countries where Catholicism and Protestantism exist side by side. If these theories are correct, one wonders what perspectives they hold for the future. If it is true that the orthodox followers of Catholicism were distinguished from the followers of Protestantism even in the sixteenth century by a purely defensive attitude towards the evolution typical of socio-economic and spiritual life in past centuries, cannot the Catholicism of the future be expected to bear the same characteristics? In other words, will the Catholics, because of their social outlook, not always lag one stage behind the non-Catholics in a socio-economic and cultural respect?

In the present chapter it will be examined what the facts teach us about this. It will be ascertained not only from the facts whether the Catholics' minority position is indeed a feature typical of countries of mixed religion, but also the trends of development in recent decades will be outlined as accurately as possible. The most appropriate countries for such a study are those where Catholics form a quantitative minority. In Europe — apart from the Scandinavian countries, where there are hardly any Catholics — these are Holland, Germany, Switzerland and Britain. In succession the intellectual position of Catholics in each of these countries will be studied — albeit in very broad outline. In order to widen the field of view a little, the same material will moreover be studied in a non-European country with a Catholic minority, i.e. the United States of America.

I. HOLLAND

It is over a century and a half ago that the Catholics of the Netherlands entered upon a period of development characterised as the emancipation period. After centuries of legal disability, they were recognised constitutionally as equal citizens of the protestant Netherlands in 1796. But though they might be equal at law they bore in fact many marks of the liberated slave who, though restored to freedom, still feels greatly inferior to the free-born. For most of the nineteenth century Dutch Catholics both inside and outside their own circles had to fight a fierce battle to establish their position as equal citizens. So weakened had their position been in the period of century-long disability that the dominant protestants regarded them as second-rate citizens — even as enemies of the state — who really had no rights to assert.

The historians unanimously recognise how slight

the influence of Catholics in public life was in the nineteenth century. The schoolmaster had, of course, to belong to the Calvinist church. A Catholic burgomaster was a great rarity. The big cities tolerated no Catholics in their town councils. Although 40% of the population were Catholics, the number of Catholic officials in 1848 — as shown from an enquiry by the (only) Catholic daily, "De Tijd" — was only 4% in government posts and about 15% in local government posts¹⁶).

It would be unfair to blame this situation solely or mainly upon discrimination by the protestants. The Catholics themselves were very passive. They withdrew anxiously into isolation, fearful as they were of losing their faith by taking an active part in cultural and spiritual life.

About 1870, however, there was a perceptible increase in the number of signs of revival. This is evident, inter alia, from the gradual increase from then on in the number of Catholic university-students. And about 1900 when the first generations of academically trained Catholics took their place in society, Catholic intellectual life began to flourish everywhere.

The progress of scientific study among Catholics was given a great fillip in the early years of this century by the foundation of three scientific institutes: the Nuyens Fund, to promote scientific historiography in 1903, the Nederlands Historisch Instituut in 1904 and the Association for the promotion of Scientific Study among Dutch Catholics in 1904. The latter, especially — later called the Thijmgenootschap — helped to widen scientific study. Besides these, there was also the Radbout Foundation, formed in 1905, with the object of founding a Catholic university.

This Foundation's aim was achieved in 1923, by the foundation of the Catholic university at Nijmegen. Three years later, the second important achievement was the foundation of a Catholic school of economics at Tilburg. From then on, the intellectual awareness of Dutch Catholics made rapid progress. This can be illustrated with several figures. It should be remembered that in about 1900 some 40% of the Dutch people were Catholics, about 1920 some 35% and at present about 40% again.

Let us consider first Catholic representation among university professors.

In 1900 Poelhekke pointed out the disproportion in the staff of professors, which included only two Catholics. Developments in the next fifty years are shown in the following table 1.

The disproportion has thus proved to decrease constantly, but so far it has by no means disappeared. If there had been proportional representation, the number of Catholic professors in 1956 would

¹⁶ Taken from P. ALBERS, *Geschiedenis van het herstel der hiërarchie in de Nederlanden*, 1904, Vol. II. p. 120.

Table 1.

Number of university professors from 1900 to present day.

	R.C.	Of these: Nijmegen and Tilburg	Total	% R.C.
1900	2	—	209	1.0
1910	7	—	290	2.4
1921	19	—	412	4.6
1930	55	34	503	11.0
1939	72	41	522	13.8
1949	103	58	679	15.2
1956	195	133	889	21.9

have been nearly twice as high. There is much leeway to be made up in this respect.

The figures in Table 2 show that the trend in the number of Catholic university-students has been about the same as that of Catholic professors:

Table 2.

Number of Catholic and non-Catholic students from 1900-1953 (excluding theological students)

	Total number of students		Women	
	Total	R.C.	% R.C.	% R.C.
1900	2,800	200	7.1	0.0
1919/20	8,658	908	10.5	4.0
1929/30	10,970	1858	17.0	13.1
1937/38	11,801	2334	20.0	18.3
1954/55	24,528	6831	27.3	20.7

After the slow pace of the intellectual emancipation process in the nineteenth century, progress in the twentieth century may be called rapid. Though the increase in the number of non-Catholic students was rapid, the number of Catholic students increased still more rapidly. There is in fact a striking difference between the position in the first and second quarters of the present century. Up to 1920 the relative increase was only slight. Unfortunately no figures are known for the years between 1900 and 1919. It is not unlikely that the regenerative forces released among Catholics about 1900 did not take effect in a wider circle until 1920 when they became noticeable in the relative increase in the number of students. After 1920 the process of catching up was accelerated. The opening of the Catholic universities at Nijmegen and Tilburg will have made a considerable contribution towards this.

But however strong the rising tendency is, the figures for 1954/55 are disappointing. Bearing in mind that about 40% of the 18-20 year age group are Catholics, the deficit is still very great. This is

even more so for girls than for boys. The deficit in the case of girls has only half been made good. The available figures enable us to examine the position for the various faculties from 1919/20. Not only are there differences between the individual faculties both in 1919 and in 1954, but for each of them the trend of development has been different (See also Diagram 1)

Table 3.

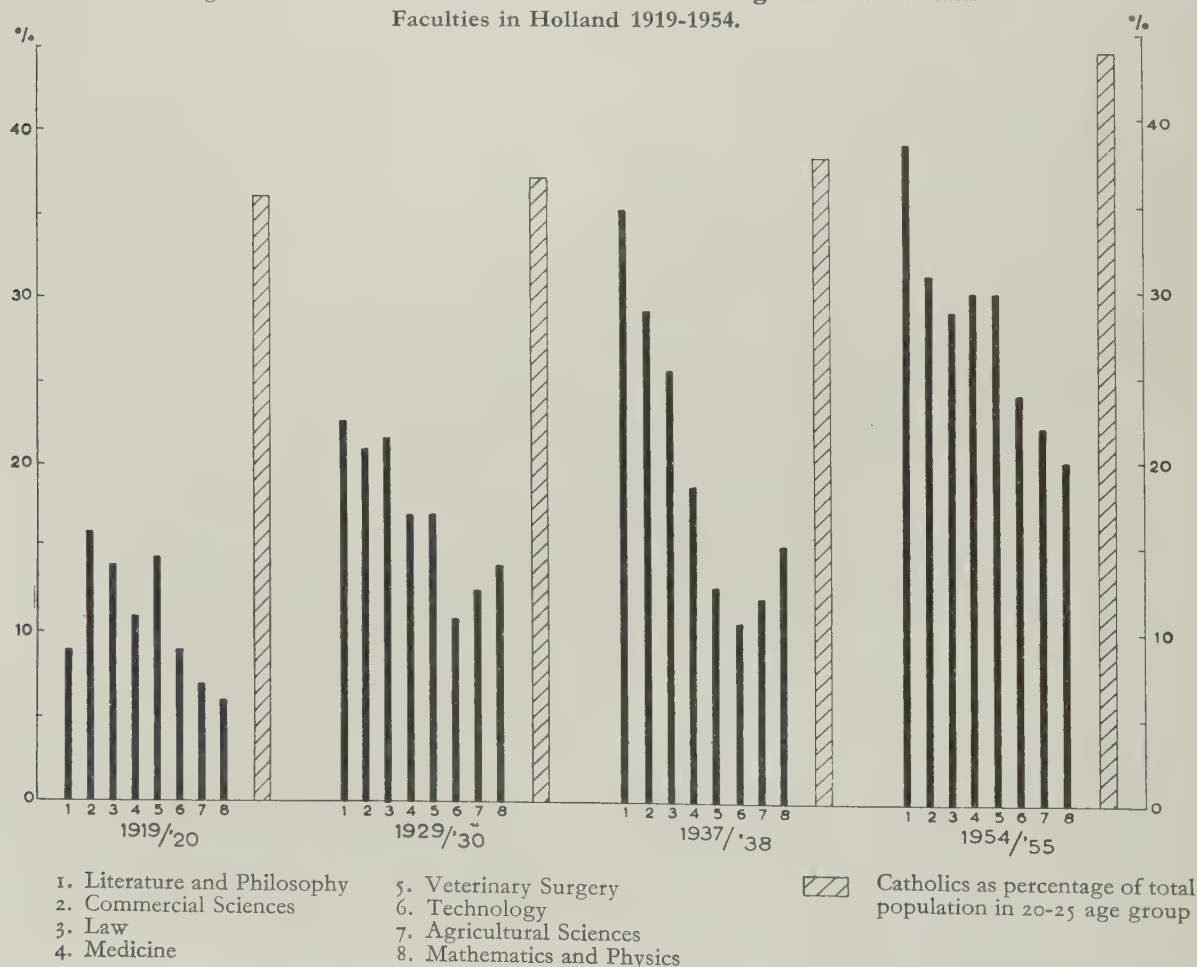
Number of Catholic students as percentage of total number of students in main faculties 1919-1954.

	1919	1929	1937	1954
literature and philosophy	9	22.5	35	38.5
commercial sciences	16	21	29	31
medicine	11	17	18.5	30
veterinary surgery	14.5	17	12.5	30
law	14	21.5	25.5	29
technical sciences	9	11.5	10.5	24
agricultural sciences	7	12.5	12	22
mathematics and physics	6	14	15	20

In 1919 Catholics were represented relatively the strongest in the faculties of law and the commercial

sciences; in 1929 there were added to these the faculties of literature and philosophy; in the subsequent period Catholics continue to be most strongly represented in these three faculties. The growth is strongest in literature and philosophy, the leeway in this respect having been almost made up by 1954. The existence of the Nijmegen and Tilburg institutions will have had something to do with the relatively strong growth of these three faculties. The comparatively great growth in the faculty of medicine after the war is undoubtedly due to the same cause; in 1954/55 the faculty of medicine at Nijmegen entered upon its fourth year. In all the four years mentioned, it has been the faculties of mathematics and physics, technical and agricultural sciences, that have been attended by comparatively few Catholics. Perhaps this is a relic of the nineteenth century Catholic mistrust of the natural sciences. More than any other science, the technical and natural sciences were accused of godlessness. It is easy to understand that once Catholics had discarded their fear of science in general, they first of all took up the least "dangerous" subjects and only later timidly made their way to those most foreign to them. We think this natural, just as we think the

Diagram 1. **Number of Catholic Students as Percentage of Total in main Faculties in Holland 1919-1954.**



disproportionate attention to the cultural sciences and the humanities will ultimately vanish. This transition is already perceptible in the post-war situation: the percentage of Catholic growth has been greatest since the war in the most weakly represented faculties; the big differences between the faculties had thus been largely levelled out by 1954. This process will undoubtedly be greatly accelerated in forthcoming years through the foundation of the second School of Engineering in the Catholic town of Eindhoven and of the faculty of physics at Nijmegen (both in 1956).

After the foregoing, there can be hardly any doubt that Catholics also lag far behind in public offices, at any rate in the higher posts, for which a university education is desirable. The 1947 Census showed that of all persons employed in official posts (some 147,000), 30.2% were Catholics. Compared with the proportion of Catholics in the total of gainfully employed, (36.6%), there is a considerable deficit. But the results of research by the A.R.K.A. (The General Roman Catholic Functionaries Society) in 1954 show the proportion of Catholics among some 1200 higher officials in the Ministries and certain central official departments to be much smaller, viz. only 14.4%¹⁷). This research did not cover all higher officials — there are no returns at all for the Ministry of Foreign Affairs for instance — but Boot states that this makes the position of Catholics seem better than it really is, rather than the reverse.

To sum this up therefore, the intellectual progress of Dutch Catholics can be described as follows. In the past century there has undoubtedly been an intellectual revival, but the process of catching up is still very difficult. Firstly the Catholics took half a century to find the proper attitude to adopt towards the positivism that meant so much to social progress. The Catholics' intellectual potential had thereby grown inherently to a significant extent but had been put into effect to only a slight degree.

After 1900, when a changed social outlook led to an intensive interest in science, the intellectual tradition that can be established only by an academically trained generation was lacking. This cannot come, however, until after the basis has been laid by a wide attraction to secondary education.

Hence, a generation first had to pass by before this intellectual growth took full effect. We saw something like this happen in the 'twenties when — helped by the efforts of Nijmegen and Tilburg — the percentage of Catholic students began to rise substantially. It would have been very surprising if the intellectual deficit had then vanished within a couple of years. The basis of the intellectually trained and hence of the intellectual tradition could only be widened gradually. As compared with the 'twent-

ties there has again been considerable progress, but the growth that still has to be attained is greater.¹⁸)

II. GERMANY

For several centuries the history of Catholicism differed for each German state. Religious relationships were governed by the "cuius regio eius religio" principle, whereby the rule in each state depended upon the Landesherr. In this way, predominantly Catholic and predominantly Protestant states arose in Germany, which have preserved their religious character up to the present day.

Notwithstanding the great diversity in historic background, it is possible to speak of German Catholicism for over a century.

This is related to the growing influence of Protestant Prussia in the nineteenth century, whereby the centralisation of the German Reich was strengthened. The consequence this had upon Catholicism was that it was under Protestant pressure in most states almost throughout the nineteenth century. Between 1870 and 1890, when Bismarck's "Kulturkampf" raged throughout Germany, this reached a culminating point. Since then Catholicism, except under the national socialist regime, has been able to develop almost without interference.

In present-day Germany, Catholicism occupies a quantitatively important place. The German Empire had about 40% Catholics. After the First World War, which deprived Germany of some predominantly Catholic territory, the proportion of Catholics fell to 33%; in the present West German Federal Republic it has risen again to 45%.

Almost throughout the nineteenth century, Catholics lived more or less under Protestant pressure and they fought a struggle for emancipation. How far their emancipation had progressed by about 1900 is illustrated and commented upon in excellent fashion in a brochure by Von Hertling¹⁹). At the very beginning of his brochure it is shown that the social position of German Catholics bears much resemblance to that of Dutch Catholics. "Dass an den Universitäten die Katholiken nur in einer kleinen Minderheit vertreten sind, ist eine alte Klage. Über ungenügende Parität in der Besetzung der Beamtenstellen wird seit Jahren in der Presse und in den Parlamenten der Einzelstaaten, begründete Beschwerde gehoben. Neuerdings aber sind wir

¹⁸) In this connection a result may be mentioned of the enquiry by the Dutch Central Statistical Office in 1955/56 into utilisation of leisure time. As regards reading habits in the various groupings in our nation, the enquiry shows that only 63% of Catholics read books. For Dutch Reformed, Calvinists, non-denominational and others the figures are respectively 72%, 84%, 76% and 82%. The Catholics' cultural disadvantage that can be inferred from this is no doubt connected with their intellectual disadvantage. Central Statistical Office, *Vrije-tijdsbesteding in Nederland*, 1957, p. 37.

¹⁹) GEORG FREIHERR VON HERTLING, *Das Prinzip des Katholizismus und die Wissenschaft*, 1899.

¹⁷) Opening address by Mr. G. A. A. M. BOOT at A.R.K.A. Congress 1954.

durch die Statistik darauf geführt werden, die Veranlassung jener Klagen und Beschwerden mit einer andern Thatsach in Verbindung zu bringen. An dem Besuche der Unterrichtsanstalten, durch welche der Weg zu den gelehrten Berufen geht, sind die Katholiken zu ihrer Gesamtzahl erheblich geringer beteiligt als die Protestanten."²⁰⁾

The relative statistics regarding the deficit in Catholic students at secondary schools and universities were not obtainable by us for 1899, but for 1902, at least for the most important state, Prussia²¹⁾. These show us that 24% of secondary students and 25% of university students were Catholics. Both types of education thus showed a big Catholic deficit. As regards university students, the statistical publication says that the stated percentage is too high because the Prussian universities were attended by a certain number of Catholics from the South German states.

Similar relationships existed some years earlier in the states of Baden and Württemberg²²⁾. In Baden, where in 1895 61.5% of the population were Catholics, only 42% of secondary school students were Catholics in the period 1885-1895. In 1880 Catholics in the population of Württemberg numbered 30% as compared with 28.2% in the "gymnasiums" and 14.8% in the "Realschulen" (the percentages are averages for the periods 1872-1879 and 1883-1898). Very enlightening also are the causes indicated in his brochure by Von Hertling for this lagging behind of the Catholics. These lie partly in the attitude of non-Catholics, partly with the Catholics themselves.

1. In some states the Catholics had been excluded from higher state appointments for several generations. This policy of exclusion and discrimination led to there being fewer families with an intellectual tradition among Catholics than there were among Protestants. The latter thus acquired a "Bildungsvorsprung."²³⁾
2. As a reaction against a reversal of the order of values frequently found among non-Catholics, which results in a "diesseitige" outlook on life, the Catholics feel contempt for science. In the field of learning Catholics attach importance only to theology. While an official or a scientist does not count among Catholics, the priest means all the more. For many people, studying is synonymous with becoming a priest²⁴⁾

²⁰⁾ GEORG FREIHERR VON HERTLING, op cit. p. 1.

²¹⁾ Preussische Statistik, *Statistik der Landesuniversitäten, 1911/1912*, 1913, p. 122.

²²⁾ R. K. MERTON, *Social Theory and Social Structure*, 1951, pp. 344-345.

²³⁾ G. VON HERTLING, op cit. p. 3.

²⁴⁾ Ibid., p. 61 et seq.

3. The foregoing is accompanied by a fear of learning. However understandable this may be, where one "einen über alles kostbaren Schatz zu hüten hat," its net effect is that the whole field of the natural sciences is abandoned to others, and thus lacks the corrective effect of Catholicism.

4. Lastly, the Catholics are characterised by an exaggerated conservatism which rejects as heresy and modernism any scientific discovery that conflicts with traditional Catholic concepts and *seemingly* conflicts with Catholic principles.

Although this summary of causes recalls conditions in the Netherlands at that time — the Dutch daily *De Tijd* concluded a review of the brochure by saying that it might have been written about the Netherlands²⁵⁾ — events in subsequent years showed that the backwardness of Catholics in Germany had far less shallow and persistent roots. Quicker than in Holland, there was an intellectual revival among German Catholics. This is shown by the progress in the percentage of Catholic university-students in the following table (See also Diagram 2)²⁶⁾. As these figures show, the shortage of Catholics in universities has declined from 31% in 1900 to 7% at the present time. Thus the shortage has now practically been eliminated. An interesting point that might be added is that the percentage of Catholic

Table 4.

Percentage of Catholic University Students in Prussia, German Reich and Western Germany from 1900 to 1953.

	% R.C. in popu- lation	% R.C. at uni- versities	Index
1900 Prussia	36	25	69
1911 Prussia	37	28	76
1929 German Reich . . .	33	27	82
1953 Western Germany .	45	42	93

women students is lower than that of Catholic male students. In 1952 the proportion of Catholic male students was 40%, of Catholic women students 38%²⁷⁾. In this respect, therefore, the position in Germany is the same as in Holland.

²⁵⁾ M. A. P. C. POELHEKKE, *Het tekort der katholieken in de wetenschap*, 1900, p. 36.

²⁶⁾ The data are taken from Prussian, German and West-German official statistics.

²⁷⁾ *Kirchliches Handbuch*, 1956, pp. 167 and 169.

Diagram 2.

Percentage of Catholic University-Students in Prussia, the German Reich and the German Federal Republic from 1900 to 1953.

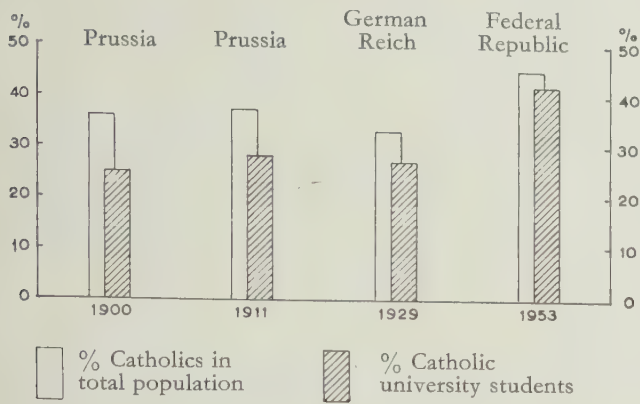


Table 5.

Social background of university ²⁸⁾ students in winter term 1953/54.

Father's profession	R.C. students	Total students	R.C. % of total
University educated . . .	9929	29287	34.0
including:			
professions	3710	9601	38.6
new middle class . . .	5732	28308	31.3
managers in commerce and industry	383	1116	34.3
others	95	262	37.0
non-University educated .	32760	71430	45.9
including:			
professions	904	2537	35.6
new middle class . . .	19032	43151	44.0
managers in commerce and industry	7717	16963	45.5
agricultural workers . .	2725	4475	60.9
industrial workers . .	2220	4026	55.1
others	202	386	52.3
Total	42700	100825	42.4

The effort still required of Catholics to make up these arrears becomes clear from an analysis of the social background of university students.

Only 34% of the students whose fathers had likewise had a university education are Catholics. As against this, 46% of the students whose fathers had not received a university education are Catholics. The proportion of Catholic students of farming and working class origin is very high — 61% for the former and 55% for the latter.

These figures show very clearly the extra effort required of the Catholic population in order to remedy the present deficiency. Compared with the non-Catholic population, the Catholics do not possess a numerous intelligentsia. In order to form this the Catholics must recruit students to a relatively great extent from lower and less educated peasant and working class environments. It shows how

vigorously the Catholics are now endeavouring to push on their intellectual emancipation in that, despite their unfavourable occupational structure, they are succeeding in providing a large number of students for the universities. Under the circumstances there is hardly any doubt that the German Catholics' intellectual emancipation will soon be complete.

A final symptom of the intellectual backlog of German Catholics is found in the distribution of Catholic students among the various faculties. Examination of the percentage of Catholic students per faculty shows big differences between the various faculties (See also Diagram 3).

Table 6.

Number of Catholic students as percentage of all students in main faculties in West German Federal Republic 1953/54.

Theology	55
Law, Economics and Social Sciences	45
Cultural sciences (mainly literature and philosophy)	43
Medicine	41.5
Technical sciences	39.0
Mathematics and Physics	34.5
Agricultural sciences	33

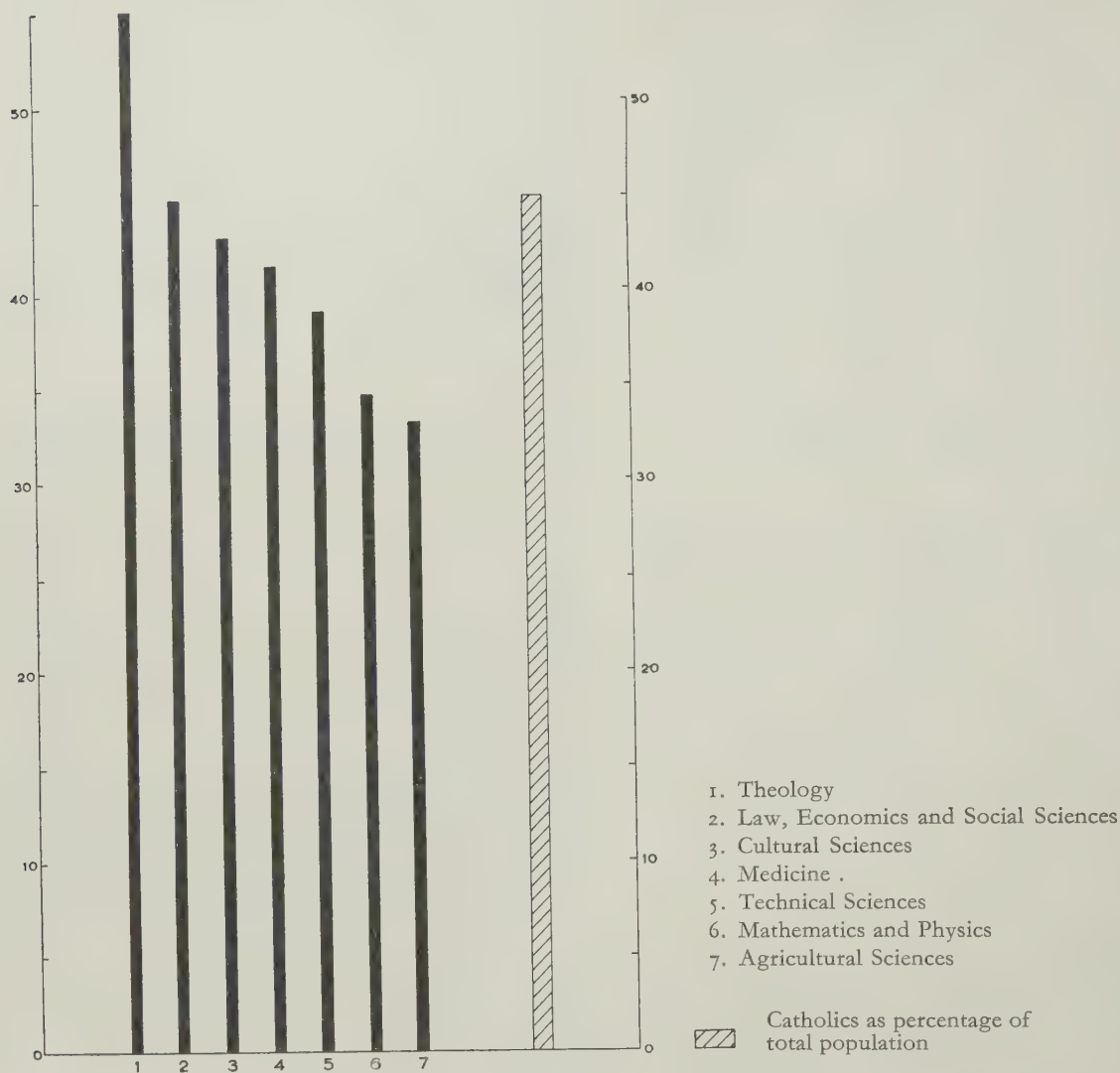
In these relationships we see the too pronounced preference for theology criticised by Von Hertling and the aloofness from the natural sciences. Except for theology, in which Catholics have a certain lead, there is not a single faculty where the percentage of Catholic students corresponds to the percentage of Catholics in the population. This percentage is most nearly reached in the cultural sciences, least in the natural sciences. In this respect, therefore, the problem of Catholic intellectual emancipation bears exactly the same characteristics in Germany as in Holland.

Very illustrative of the German Catholic mentality revealed by the above figures is, lastly, the result of an inquiry made in 1954 by the evangelical "Sonntagsblatt" in the North Rhine-Westphalia region. 2,000 "Oberprimanern" (i.e. pupils of the top form at secondary schools) were asked what they wanted to become — "51.3 Prozent der befragten Schüler waren Katholiken, 47.6 Prozent Protestanten. Von den Oberprimanern, die Naturwissenschaftler werden wollten, waren 60 Prozent evangelisch, 39 Prozent katholisch; von den künftigen Technikern 54 Prozent evangelisch, 44 Prozent katholisch; von den angehenden Diplom-ingenieuren 70 Prozent evangelisch, 29 Prozent katholisch; von den werdenden Kaufleuten 66 Prozent evangelisch, 31 Prozent katholisch. Dagegen waren von jenen, die den Volksschullehrerberuf wählten, 31 Prozent evangelisch, aber 69 Prozent katholisch."²⁹⁾

²⁸⁾ From *Statistik des Bundesrepublik Deutschland*, Vol. 130, Pt. I, p. 69.

²⁹⁾ Quoted by B. HÄRING, *Macht und Ohnmacht der Religion*, 1956, p. 258.

Diagram 3. Number of Catholic students as percentage of all students in main faculties in German Federal Republic 1953/1954.



These figures convincingly illustrate the reticence still shown by Catholics towards the natural sciences. While the leeway as a whole has been gradually made up, this element has remained. This reticence can be looked upon as a last relic of the German Catholics' emancipation position.

III. SWITZERLAND

More strongly still than the history of German Catholicism is linked with that of the "Einzelstaaten", that of Swiss Catholicism is linked with that of the cantons. After the action by Zwingli at the beginning of the sixteenth century, many cantons went over entirely to Protestantism, while the others remain completely Catholic. The Catholic cantons joined together to maintain the Catholic faith, while in the Protestant cantons Catholicism vanished altogether. Religious relationships were thus quickly stabilised and little change has since occurred in this respect. Although the principle of cantonal religious autonomy has always been regarded as inviolable,

this was temporarily encroached upon in the nineteenth century through the actions of the radical Protestants. The event giving rise to this was the decision of seven Catholic cantons in 1847 to safeguard themselves against the threatened Protestant domination by uniting in a "Sonderbund". In the war that followed the Catholic cantons were defeated which led to a temporary curtailment of religious freedom: in particular, the Jesuits were expelled from the country — a measure which has never been officially repealed.

In present-day Switzerland about 42% of the population are Catholics, but both Catholics and non-Catholics are closely concentrated in several cantons. Eight cantons have over 80% Catholics, viz. Unterwalden (96%), Wallis (96%), Schwyz (93%), Uri (93%), Tessin (92), Freiburg (86%), Luzern (85%) and Zug (84%). The Catholics are also in the majority in the cantons of St. Gallen (60%) and Solothurn (56%). In the last-mentioned, the strong Protestant minority has been formed by influx in the

Table 7. Male working population in predominantly Catholic, predominantly protestant Cantons and in the canton of Geneva in 1950.

MALE WORKING POPULATION

Occupational groups	10 cantons with R.C. majority		11 cantons with Protestant majority		Geneva	
	Number	%	Number	%	Number	%
agriculture and forestry	124,120	29.0	187,295	19.2	4,333	6.6
industry and mining	207,335	48.4	510,243	52.3	32,069	48.7
commerce, banking, insurance and transport	62,447	14.6	148,834	19.0	19,438	29.5
public services	25,531	6.0	73,072	7.5	3,305	12.6
domestic service	8,660	2.0	19,712	2.0	1,726	2.6
total	428,093	100.0	975,156	100.0	65,871	100.0

past century. The opposite effect, i.e. an influx of Catholics into Protestant cantons was stronger still in the past century: in 1860 the population of seven cantons were over 80% Protestant. This is now true of only three cantons, viz. Berne (85.1%), Appenzel Ausser-Rhoden (83.7%) and Neuchâtel (80.6%); in six cantons 60% to 80% of the population are Protestants, while in three the figure is 50% to 60%, viz. Geneva, Graubünden and Aargau³⁰).

From the socio-economic aspect, Catholic and Protestant cantons reveal important differences originating from the time of the Reformation. The Reformation in Switzerland started from the cities of Zürich, Berne and Basle, the cultural centres of old Switzerland. "Was katholisch blieb waren hauptsächlich Bauern-Kantone."³¹) The cantons that had remained Catholic thereby fell behind immediately and little change occurred in this up to the twentieth century. Even now, the Catholics are concentrated relatively strongly in rural districts: 70% of the Catholic population live in municipalities with fewer than 10,000 inhabitants, as compared with 59% of the non-Catholic population. In these small municipalities 46% of the population are Catholics, while in cities with a population of over 100,000 only 29% of the inhabitants are Catholics. The relatively strong rural character of the Catholic population is also revealed in occupational statistics. Statistics of the working population in Switzerland are not classified according to religion; but by comparing predominantly Catholic cantons with predominantly Protestant ones some idea can be obtained. In the table below, Geneva, over 42% of whose population are Catholics, is included separately because as an international administrative centre the city of Geneva occupies a very individual position.

The striking thing about these data in the first place is the relatively strong agrarian character of the Catholic cantons. On the other hand the typically

urban occupations of commerce, banking, insurance, communications and public services are comparatively weakly represented in the Catholic cantons (altogether some 20% as compared with about 26% in the Protestant cantons and 42% in the canton of Geneva).

More detailed data regarding the economic position of Catholics — though somewhat older — were presented by the Swiss Catholic writer Lorenz in the "Schweizerische Rundschau" of 1942/43.³²) He bases his conclusions on the 1930 census. The Catholic cantons, says Lorenz, are not only more agrarian than the Protestant ones, but their agrarian population is also less prosperous than in the Protestant cantons. Symptoms of this are the difference in size of business, nature of produce grown, occupational relationships. Although no exact information is available for cantons with a population of mixed religion, he cannot escape the impression, having regard to the distribution of Catholic areas in these cantons, that the same conditions apply there. In the predominantly Protestant industrial centres, where the Catholic element of the population has become steadily stronger through the influx in recent decades, the social position of the Catholics is likewise unfavourable. Lorenz produces convincing evidence of this. According to figures for 1934 regarding tax statistics for the canton of Zürich, the average property owned by Catholics is Fr. 4,700; in contrast this, the Protestants and Jews have averages of Fr. 14,350 and Fr. 49,180 respectively. The same statistics show that 84% of Catholic taxpayers have no taxable property, as compared with 66% of the Protestants and 57% of the Jews.³³) Lastly, a very illustrative summary of occupational relationships in the Swiss engineering industry about 1940. This table is included in full³⁴).

³⁰) Eidgenössische Volkszählung, 1 dec. 1950, Vol. 3.

³¹) DR. LEUTFRIED SIGNER in *Katholisches Handbuch der Schweiz*, 1943, p. 312.

³²) J. LORENZ, *Die Wirtschaftliche Lage der Katholiken in der Schweiz*, in *Schweizerische Rundschau*, September, pp. 267-273 and October, pp. 315-329.

³³) J. LORENZ, op. cit., p. 327

³⁴) Ibid. p. 328.

Table 8.

Religion per 100 employees in engineering industry showing type of employment.

Type of Employment	Protest.	Cathol.	Others	Total
Works managers	80.0	17.0	3.0	100
Personnel in commercial posts	69.1	28.9	2.0	100
Technical staff	76.3	20.2	3.5	100
Clerical staff	70.1	27.8	2.1	100
Skilled workers	67.5	29.9	2.6	100
Semi-skilled workers	64.3	33.9	1.8	100
Unskilled workers	39.8	59.1	1.1	100
Apprentices	67.8	30.5	1.7	100

These figures hardly call for comment. The proportion of Catholics is lowest among the most highly placed (17%) and highest among the lowest placed (59%). Of course, Lorenz says, this adverse social position of the Catholics is connected with the fact that Switzerland's industrial centres are located in the protestant parts of Switzerland, but this is not the only explanation. "Es liegt auch an der mangelhaften und vielfach fehlgeleiteten Berufsorientierung der Katholiken inner- und ausserhalb der Diaspora."³⁵) It is hardly surprising that intellectually, too, Swiss Catholics are of little significance. For some decades the problem of intellectual backwardness has attracted the attention of some Swiss Catholics. At the Swiss Catholic Congress of 1924 the problem was formulated as follows in a speech by Gonzague de Reynold: "Man muss unsere intellektuelle Inferiorität offen gestehen; gestehen, dass unsere Rolle in der Geschichte des eidgenössischen Gedankens und seiner Ausstrahlung nach aussen bis heute bescheiden genug gewesen ist."³⁶)

Since then, Leutfried Signer remarks, there has been a pronounced growth in Catholic intellectual and cultural life, as is evident, *inter alia*, from the many initiatives developed in the Catholic community during the last twenty-five years. The leeway has by no means disappeared as yet, but "wir leben der anfeuernden Hoffnung, was noch fehlt, werde überwunden durch die Weite und Tiefe wahrhaft katholischen Denken und echt katholischer Haltung."³⁷)

A value means of measuring the Swiss Catholics' intellectual position is to be found in the proportion of Catholic students at Swiss higher educational institutions. Long before the founding of a Catholic university in the Netherlands, Swiss Catholics had a uni-

versity of their own, the cantonal university of Freiburg founded in 1889. Of the 10,941 students attending the seven Swiss universities in 1945, 1,049, i.e. nearly 10%, went to Freiburg university. Besides these, however, there are many Catholics at other universities, and the number of Catholic students is thus considerably higher. Unfortunately, it is impossible to trace the trend of the number of Catholic students from year to year as the annual figures showing numbers of students are not classified according to religion. Such classified figures are available to us for only two years, viz 1935 and 1945. For both years, a full investigation was made into the position of higher education by the "Eidgenössisches Statistisches Amt."³⁸) According to this investigation the number of Catholic students in 1935 was 26.2%, in 1945 31.1%. Although the proportion of Catholic students increased considerably in the intervening years, there was by no means any question of proportional representation by 1945. The 1950 census showed that the proportion of Catholics in the population was 41.6%.

Table 9.

Number of Catholic students as percentage of total in main faculties in Switzerland 1945³⁹)

Theology	34.8
Law and Economics	34.0
Medicine	34.9
Literature, Philosophy, Natural Sciences	27.8
Technology	26.5
Agriculture	29.7
Mathematics and Physics (at School of Technology)	19.0
Total	31.3

The information given in the same article allows us to ascertain the proportion of Catholics in the various faculties. This gives us the following diagram 4.

A difficulty in interpreting these figures is the fact that the Swiss faculty of "Philosophie" includes literature and philosophy and also mathematics and physics. These two groups are distinguished within the faculty as Philosophie I and Philosophie II, but this distinction has not been made in the figures showing the students' religions. The department of mathematics and physics at the School of Technology at St. Gallen has, however, been shown separately and we can thus get some idea of the Catholic students' interest in mathematics and physics. The above table then indicates that the meagre interest on the part of Catholics in mathematics, physics and technology noted in Holland and Germany exists in Switzerland as well. The comparatively slight Catholic participation in the faculty of "Phylosophie" (I and II) is presumably due to the fact that this embodies

³⁵) J. LORENZ, op. cit. p. 329.

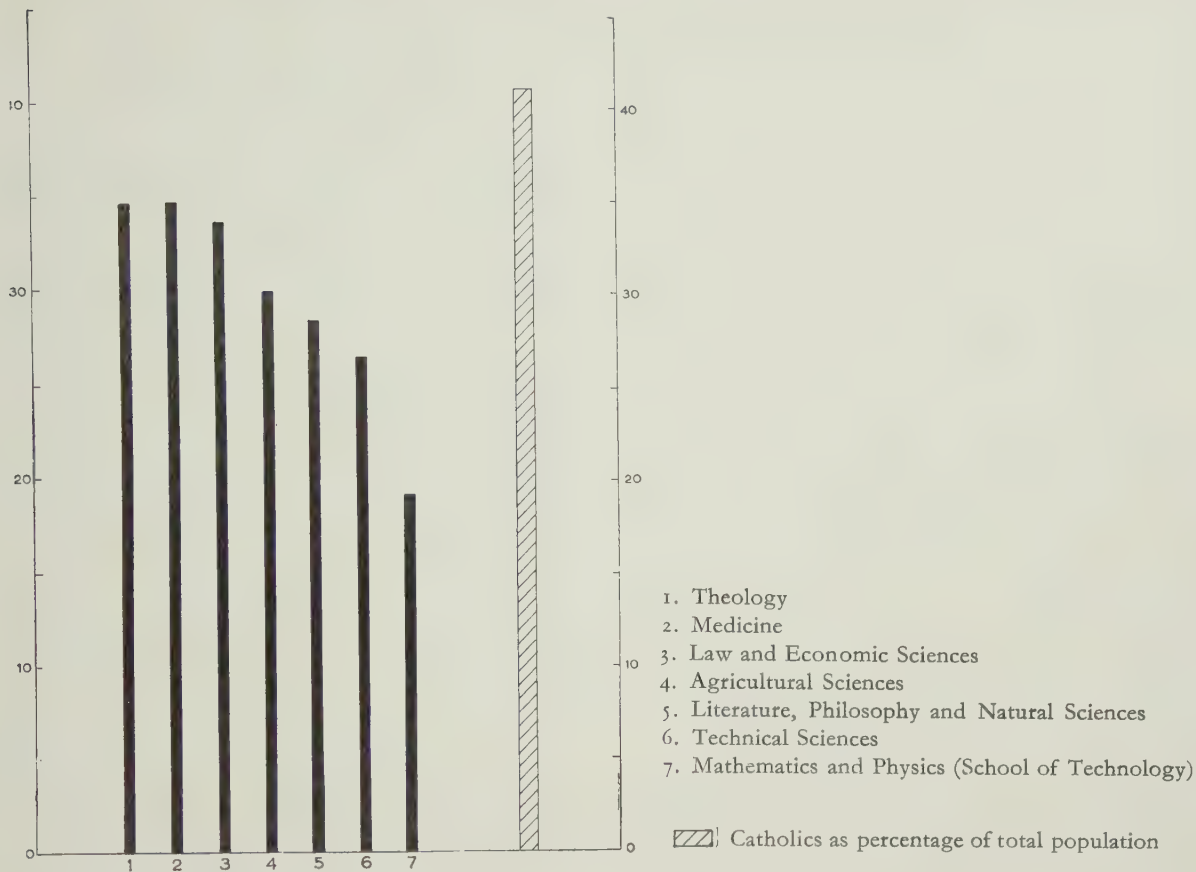
³⁶) Quoted by DR. LEUTFRIED SIGNER, in *Katholisches Handbuch der Schweiz*, 1943, p. 310.

³⁷) Quoted by DR. LEUTFRIED SIGNER, in *Katholisches Handbuch der Schweiz*, 1943, p. 310.

³⁸) Published in *Die Studierenden an Schweizerischen Hochschulen*, Berne, 1947.

³⁹) Published in *Die Studierenden an Schweizerischen Hochschulen*, Berne, 1947, p. 144.

Diagram 4.
Number of Catholic Students as Percentage of Total in main Faculties in Switzerland, 1945.



the exact sciences. The Catholics' relatively great interest in theology, law, economics and medicine was likewise observed in Holland and Germany.

CAUSES

The foregoing data regarding the differences in the structure of the population as between Catholics and Protestants in Switzerland have almost all been taken from official statistics. The reason for this is that special studies on this subject are virtually nonexistent. The paucity of sociological literature regarding the socio-economic and intellectual discrepancy of Swiss Catholics seems to indicate that the attention of catholic sociologists has hardly been focused upon this phenomenon, if at all. Yet the existence of this discrepancy is described as a pressing problem by the few writers who form an exception to this rule. Connected with the foregoing is the fact that the background to this phenomenon has hardly yet been investigated.

This is one reason why, in mentioning the causes put forward in explanation by the writers, we have had to put up with a few brief indications.

Both Signer and Lorenz point in explanation, to the fact that the Catholic cantons are mainly agrarian. A necessary consequence of this is that they are of

secondary importance in Swiss spiritual and intellectual life. Lorenz rightly wonders, however, what the background is to these differences in economic structure. Partly, says Lorenz, these are attributable to economic factors (geographic location, etc.). But partly the cause must be sought in an unenterprising spirit among Swiss Catholics and an anti-industry attitude among Swiss Catholics ruling circles⁴⁰⁾. "Sie (i.e. the Catholic aristocracy) zogen es vor, auf oder von ihren Gütern zu leben und teilweise in beschaulicher Bequemlichkeit ihre Vermögen aufzuzehren."⁴¹⁾ The factors indicated by Signer are in complete agreement with the foregoing. As causes of the Catholic discrepancy in prosperity and intellectual development he mentions: an unenterprising spirit arising from the defensive attitude of Catholicism towards the "Kulturkampf" and the Enlightenment; organisational petrification; self-satisfaction and traditionalism.⁴²⁾

IV. ENGLAND

An investigation regarding the social position of English Catholics is attended by considerable dif-

⁴⁰⁾ J. LORENZ, op. cit., p. 320.

⁴¹⁾ J. LORENZ, op. cit. p. 326.

⁴²⁾ DR. LEUTERFRIED SIGNER, op. cit. p. 312.

difficulties. It is one of the idiosyncrasies of the English people to regard enquiries into a person's religion as something unheard of. Hence, the official statistics contain no data at all regarding religion. But even in unofficial publications this information will be sought for in vain. Thus, in determining the position of Catholics in English society we have to rely upon only a few scanty sources, consisting mainly of Catholic works on English Catholicism. But even here, only vague intimations are found, hardly anywhere supported by figures.

The difficulties start right away in ascertaining the actual number of English Catholics. The Catholic Directory gives a figure for 1949, based on ecclesiastical statistics, of about 2,650,000 Catholics in total, i.e. some 6% of the population. But there are various indications that their actual number is much higher. Recent research has led to the conclusion that about 10% of the population of England are Catholics: 13% of the children (high birth rates) and 7 to 8% of adults. These figures do not include converts and non-practising Catholics.⁴³⁾ These figures are in agreement with the following data: 9.4% of the marriages that took place in England and Wales in 1952 were solemnised by Catholic priests⁴⁴⁾. The general assumption in England is that the Catholics account for some 10% of the population.

In order to understand the position of Catholics in English society, it is necessary to glance at the history of England. After the founding of the Anglican Church in the sixteenth century it became practically impossible to practise the Catholic faith. At about the end of the eighteenth century the Catholics did not even represent 1% of the population. Until 1791 practice of the Catholic faith was forbidden by law. In the next thirty years, however, most of the regulations against Catholics were repealed. The Emancipation Bill of 1829 finally put an end to the legal disabilities of Catholics: from then on both parliament and most public offices were open to Catholics. There followed a rapid growth of Catholicism, leading in 1850 to the restoration of the Church hierarchy, almost at the same time as its restoration in the Netherlands.

Shortly before this important event, English Catholicism was greatly strengthened by a mass influx of Irish Catholics who came to England after the notorious famine of 1845-1849. In a few years' time the Irish formed the majority of Catholics in England⁴⁵⁾. This influx of poor Irish, who became the lowest stratum of the working classes in the English industrial towns, did not enhance the Catholics' social prestige. This was already slight because the Catholics, as in other Protestant countries, had for centu-

ries been deprived of all their civil rights and had little culture.⁴⁶⁾ But anti-Catholic opinion was now strengthened because Catholicism soon became represented by socially weak elements whose drunkenness and uncivilised behaviour aroused even the repugnance of the Catholic upper stratum⁴⁷⁾; on top of which these elements originated from the Irish, held in such contempt in England.

In these circumstances it was difficult for Catholicism in England, around 1850 to compel any respect. If there was any ground for the Dutch Protestants' reproach at that time that the Catholics were nonentities who had nothing to contribute to civilisation how much greater would this have been true of the Catholics in England. Their social structure was very onesided. Numerically strong among the lowest working classes, they were practically non-existent among the middle classes; among the upper classes there was a substantial number of Catholic landlords. But they felt only a moderate affinity with their Irish fellows.

Gwynn says: "they had nothing but the Catholic faith in common....."; and he tells of a Catholic lady who, when reproached with being a Catholic, replied: "Yes, but an English Catholic, not an Irish one, which is all the difference in the world."⁴⁸⁾ At the same time something else happened in England that greatly strengthened the Catholic upper class. In 1845 the Oxford Movement resulted in Newman and many of his followers joining the Catholic Church. With them, a series of conversions started that still continues. The converts of the Oxford Movement put a qualitative weight, if not a quantitative weight in the scales: they formed the foundations of a Catholic intellectual aristocracy. Although no exact figures are available, there are reasons to assume that the English Catholic intellectuals have largely come from converts. Many prominent Catholics in the second half of the nineteenth century were converts; Cardinals Newman and Manning are the most important. In the years 1871-1897, according to a list drawn up by Grissell, some 130 people who studied at Oxford went over to Catholicism during or after their studies. During a similar period (1867-1887) there were, in contrast, only about 150 born Catholics.⁴⁹⁾ The number of converts has steadily increased in the past century and is now about 12,000 a year. The intellectuals still account for a big proportion of these, but by far the most, viz about 80% are members of the working class⁵⁰⁾.

The Catholic population of England thus arose

⁴³⁾ G. M. TRACY, *Le Catholicisme britannique sous la deuxième Elisabeth*, 1956, p. 65.

⁴⁴⁾ *Katholiek Archief*, 1956, p. 420.

⁴⁵⁾ P. H. HUGHES, *The coming Century in The English Catholics 1850-1950*, 1950, p. 25.

⁴⁶⁾ J. H. NEWMAN, *The Idea of a University*, pp. XV-XVI.

⁴⁷⁾ D. GWYNN, *The Irish Immigration in The English Catholics* 1950, p. 270.

⁴⁸⁾ D. GWYNN, in *The English Catholics*, p. 270.

⁴⁹⁾ H. O. EVENETT, *Catholics and the Universities*, in *The English Catholics*, p. 304.

⁵⁰⁾ *Encyclopaedie van het Katholicisme*, Vol. I., p. 934.

mainly from two groups: Irish immigrants and converts. A consequence is that the social structure of the Catholic population is very one-sided. Its centre of gravity is in the working classes and the intellectuals. As to the latter, they are found mainly in the legal profession and among physicians and writers⁵¹).

This structure has of course become gradually more differentiated during the past century owing to the mingling of environments and to social mobility. Various Catholic writers — though vaguely and without documentary evidence — point out this tendency. "Catholics are found in all sections of the professional and business worlds⁵²" and "There has been a deeper Catholic penetration and influence in the middle classes⁵³". Nevertheless, there is reason to believe that the Catholics are still disproportionately represented by the lower classes. In the few studies of a local and regional nature, in which we have been able to find anything about the social structure of the Catholic population, this assumption is substantiated. A study regarding an industrial area states that the Catholics find "their strength in the poorer areas"⁵⁴; another led to the conclusion that they originate "almost exclusively from group C" (i.e. manual and routine non-manual weekly paid occupations⁵⁵).

The above warrants the assumption that the number of Catholics studying at secondary and higher level will be relatively slight. The lack of reliable statistics makes an accurate picture of the position in this respect impossible. As regards Catholic attendance at secondary schools, it is not even possible to make an approximate estimate. It is true that England has many Catholic grammar schools, but no conclusion at all can be drawn from the number of scholars, firstly because many non-Catholics attend them, secondly because it is not known how many Catholics are educated at non-Catholic schools.⁵⁶)

As regards educational level, the Catholic schools seem to lag behind non-Catholic schools, rather than the other way round. Evenett says that the Catholic grammar schools' curriculum is not adequately adapted to higher educational requirements. He notes in

particular a low standard in regard to mathematics and physics, especially mathematics. "Mathematical standards in Catholic schools are frankly low"⁵⁷) Similar testimony is given by de la Bedoyere: "Dans les écoles catholiques, les facteurs moraux, sentimentaux et conformistes pesent d'un poids plus lourd que les facteurs doctrinaux, intellectuels et surtout spirituels. Ils l'emportent aux depuis de ces derniers"⁵⁸).

The hypothesis that the English Catholics are lagging intellectually behind their non-Catholic countrymen is substantiated by an investigation by Connell regarding the proportion of Catholics among grammar school students studying for the General Certificate of Education, Advanced level (G.C.E.)⁵⁹).

The investigation was made in 1955 and 1956 and related to about one-third of the English universum. It showed that the number of G.C.E. candidates from Catholic schools was relatively low, that a comparatively large proportion of them failed the examination and, finally, that the types of certificates obtained by Catholics show considerable emphasis upon arts subjects: in the Catholic schools 50% (of boys) and 73% (of girls) chose these subjects, in non-Catholic schools only 38% and 67% respectively. Connell concludes that Catholic school curricula are one-sided and that the educational level is low⁶⁰). The Catholics' situation is no better in higher education.

Until the eighteen fifties Catholics were prohibited by law from attending universities and it lasted until 1871 before the last legal disabilities were removed. Hardly was the legal prohibition abolished before the Church — at Cardinal Manning's instigation — introduced a moral prohibition against Catholics attending universities, because of the great dangers to their religious life at the rationalist universities. A Catholic could go to Oxford or Cambridge only with express episcopal consent. The ecclesiastical prohibition lasted for lay males until 1895, for the clergy until 1896 and for girl students until 1907. It will be clear that Catholics did not immediately afterwards flock to the universities. The Catholic grammar schools still had no university tradition. It was not until the 'thirties that students leaving Catholic grammar schools began to make their way to the universities. But at the end of the Second World War Evenett finds there is still a shortage of Catholic university students. "At Oxford and Cambridge, Catholics do not figure in proportion to their total numbers."⁶¹)

⁵¹) D. MATHEW, *Catholicism in England*, 1948, p. 236.

⁵²) Ibid. p. 256.

⁵³) G. A. BECK, *To-day and to-morrow*, in *The English Catholics*, p. 603.

⁵⁴) H. E. NUSS, *Industrial Tyneside*, 1928, p. 135.

⁵⁵) D. V. GLASS, *Social Mobility in Britain*, 1954, p. 360.

⁵⁶) From the numerous non-Catholics attending Catholic schools — out of about 47,000 girls attending Catholic schools no less than 43% are non-Catholics (W. J. BATTERSBY, *Educational work of the religious orders of women 1850-1950*, in *The English Catholics*, p. 360) — one might gather that their standard of education is very high. Nothing is further from the truth. The preference for Catholic schools is largely due to the English love of a convent education. Moreover the attraction of the Catholic schools lies partly in the moral background, whereby they are distinguished from many non-Catholic schools (H. O. EVENETT, *The Catholic schools of England and Wales*, 1944, p. 90).

⁵⁷) H. O. EVENETT, *The Catholic Schools* . . . p. 88.

⁵⁸) Quoted by G. M. TRACY, op. cit., p. 87.

⁵⁹) The G. C. E. completes grammar school education and, according to the subjects chosen, allows entrance to one or more faculties at the university.

⁶⁰) L. CONNELL, *Catholic schools and the General Certificate of Education*, in: *Catholic Education*, March 1958, pp. 9-16.

⁶¹) H. O. EVENETT, *The Catholic Schools* p. 98.

Figures furnished to us based on estimates by the Newman Association show that about 8,300 Catholics were studying at English universities in 1956. An extremely uncertain element in this estimate is London university, where most of the Catholics study, not only because a reliable estimate of Catholic attendance is impracticable — the number is said to be about 5,000 — but also because they include very many overseas students (at least 2,000). The number of Catholics at all other universities is estimated more reliably at 3,325, i.e. 7% of the total. In the main English universities, Oxford and Cambridge (after London the biggest in the country), the proportion of Catholics is 7.4% and 4.7% respectively.

An accurate idea of the proportion of Catholics among English university students cannot therefore be given. Taking the relationships in universities for which fairly reliable figures are known (omitting London therefore), we seem justified in concluding however that the number of Catholic students is in fact relatively low.

As regards the subjects chosen by Catholics, we must also make do with vague indications. Going by the low educational level of Catholic grammar schools as regards mathematics and physics, Evenett thinks it unlikely that Catholic students would not be lagging behind in these faculties⁶²). He gives another indication for this in "The English Catholics," where he states of Catholic students at London University that "the bias of their studies leans more heavily towards medicine, economics and law than towards either the humanities or pure science."⁶³). In common with their fellows on the Continent, therefore, English Catholic students have little interest in the natural sciences.

Lastly, as regards the position of Catholics in the English intelligentsia, we can find an indication in the proportion who are professors. Evenett states that in 1950 there were at least 150 practising Catholic professors and readers at British universities⁶⁴). In 1951 there were 5,166 professors and readers at English universities⁶⁵). Hence, not even 3% of these are Catholics. Even if Evenett's estimate is too low, it can be taken for granted that the proportion of Catholic professors is far below the proportion of Catholics in the population.

However unsatisfactory the foregoing analysis may be owing to the lack of exact data, there can be no doubt that English Catholics are placed, socially and intellectually, behind their non-Catholic countrymen. Even the not inconsiderable reinforcements

they have constantly received in the past hundred years through the conversion of intellectuals has by no means made up the leeway.

V. THE UNITED STATES OF AMERICA

In order to understand the socio-cultural configuration of Catholicism in the United States, it is advisable to review its history briefly. Before mass immigration into the United States started last century, the country was populated almost entirely by Protestants. At the end of the eighteenth century the number of Catholics was estimated at 40,000, i.e. 1% of the total population⁶⁶). In the first half of the nineteenth century their numbers were considerably augmented by the first wave of immigrants which brought, among others, nearly two million Irish into the United States. The Irish proved to be the forerunners of millions of fellow Catholics, for the mass immigration movement, which continued until about 1920, invariably included a very high percentage of Catholics from many European countries, principally Germany, Poland and Italy. After 1880, Catholic immigrants were even in the majority⁶⁷). In recent decades, when European immigration had largely ended, it was almost exclusively Catholics that settled in the United States, mainly from Mexico and Puerto Rico.

Although there are no official statistics to show the exact number of Catholics in the United States, it is fairly generally assumed on the basis of numerous opinion polls that they number about 20% of the total population. The Catholic Directory gives for 1952 nearly 30,500,000 Catholics out of a total population of nearly 157,000,000, i.e. over 19%⁶⁸). The late appearance of the Catholics in the United States has left a deep imprint upon their social position. From the very start they were handicapped by settling in a Protestant country with a long history of development, in which a primary requirement for social prosperity was membership of a Protestant denomination. Moreover, they settled, as poor immigrants, in the growing urban centres without having anything to offer but their readiness to work. Through both factors the Catholics long enjoyed little social prestige. This invariably made it much more difficult for the Catholic immigrants to become acclimatised. As followers of what was an "alien religion" in American eyes, they were looked down

⁶²) H. O. EVENETT, *The Catholic Schools of England and Wales*, 1944, p. 88.

⁶³) Ibid, *Catholics and the Universities*, in *The English Catholics*, p. 317.

⁶⁴) Ibid, p. 320.

⁶⁵) University Grants Committee, *University Development*, 1953, p. 86.

⁶⁶) W. HERBERG, *Protestant-Catholic-Jew*, 1955, p. 151.

⁶⁷) L. POPE, *Religion and the Class Structure*, in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, March 1948, p. 84.

⁶⁸) HOUTART mentions in this connection that the actual number is indubitably higher. On the basis of the number of Catholic baptisms of children born in 1953 and the results of studies of the Catholic birth rate, he estimates the proportion of Catholics at over 28%. FR. HOUTART, *A Sociological study of the Evolution of the American Catholics*, in *Social Compass*, 1955, p. 941.

upon by the Protestants as an un-American group⁶⁹). Since the arrival of the first groups of immigrants in the United States, over a century of gradual adaptation has now elapsed and much of the original tensions has disappeared; and yet Protestant prejudices do not yet belong entirely to the past. "Some people like to think that the white Protestants are the custodians of all virtues and that nobody else could possibly have so many brains or so much prestige and success in the community."⁷⁰) It is easy to understand that the Catholics who entered this Protestant country at first got only subordinate jobs to do. Catholicism in the United States⁷¹) was long the religion of the lower classes. In this respect, too, much has changed in the course of a century, but numerous opinion polls in the United States have established that the Catholics are still a long way behind the Protestants in social position. A good review of the situation is given by the results of research in 1945/46 by the Office of Public Opinion Research at Princetown. This showed that the three religious groups that account for almost the entire American nation, Protestants, Catholics and Jews, are made up as follows:⁷²)

	Upper Class	Midd. Class	Lower Class
Protestants	13.8%	32.6%	53.6%
Catholics	8.7%	24.7%	66.6%
Jews	21.8%	32.0%	46.2%

Further differentiation of the Protestant group shows big differences between individual denominations, but nearly all have a bigger proportion of the middle and upper classes than the Catholics. Only the Baptists and the Lutherans stand on about the same terms as the Catholics.

Similar differences are found in the classification by occupational groups. Of the Catholics, 7.1% work in the professions, 23% are new middle class, 41.1% are working class. For Protestants, the proportions are 11.1% — 18.6% — 30.5% respectively; for the Jews 14.4% — 36.5% — 22.5%⁷³).

From the viewpoint of education the Catholics are likewise subordinated. Whereas 49.1% of Protestants have been to high school or further, the proportion of Jews is 63.1%, and of Catholics 43.0%⁷⁴). The same enquiry also gives us information about the number of college graduates (comparable with preliminary examinees in European universities). Of the group as a whole 11% were graduates. Except for the Catholics (7%), the Baptists (6%) and the

Lutherans (8%), all religious groups were found to be far above the national average; the highest were the Presbyterians (22%) and the Episcopalians (22%)⁷⁵).

These figures of class structure, occupational structure and educational level leave no doubt that the Catholics belong to the socially least developed groups in the United States. Even so, these figures depict only part of the situation. We can go more deeply into the existing conditions by studying the social position of college graduates. As to this, Havemann and West have collected interesting figures from an enquiry among 9,000 college graduates. They ascertained their occupations and incomes, and tabulated this information. In view of the importance of these data, the tables are published in full. Inasmuch as urban and rural incomes are not comparable, income data have been split according to size of town of residence⁷⁶). See table 10a and 10b.

Table 10a
Classification of 9,000 college graduates in United States by occupation, showing religion.

Graduate's occupation	Jews	Protestants	Catholics
Proprietors, managers, executives	33	34	26
non-teaching professionals	45	34	32
teachers	6	12	13
all types of white collar and manual workers and farmers	16	20	29

Both as regards occupation and income the Jews are relatively highest and the Catholics relatively lowest. "The Catholics, by and large, wind up in poorer jobs and make the least money."⁷⁷) This is all the more remarkable because, as the writers point out, the Catholics as students had about the same economic difficulties as the other groups and also obtained equivalent diplomas, viz: A — grades 14% of the Catholics, 15% of the Protestants, 15% of the Jews: B-grades: 62% of the Catholics, 60% of the Protestants, 63% of the Jews. Whatever the explanation, it is certain that even the most highly educated Catholics have less social and economic success than their non-Catholic countrymen of equivalent education.

Lastly, a measure of the Catholics' intellectual position in the United States can be found in the part they play in the sciences. Data regarding this have been collected by Knapp and Goodrich⁷⁸).

69) FR. HOUTART, op. cit. p. 202 and W. HERBERG, op. cit. p. 151.
70) E. HAVEMANN and P. S. WEST, *They went to college*, 1952, p. 187.
71) W. HERBERG, op. cit. p. 163.
72) Ibid. p. 228.
73) W. HERBERG, *ibid.* p. 242.
74) Ibid., p. 229.

75) L. POPE, *Religion and the Class Structure in The Annals of the Academy of Political and Social Science*, March 1948, p. 87.
76) E. HAVEMANN and P. S. WEST, *They went to college*, 1952, pp. 187, 189.
77) E. HAVEMANN and P. S. WEST, op. cit. p. 189.
78) *Origins of American Scientists*, 1952. See also R. H. KNAPP and J. J. GREENBAUM *The Younger American Scholar*, 1953 and B. W. KUNKEL and D. B. PRENTICE *The Colleges in School and Society*, Vol. 50, p. 1039.

Table 10b. Classification of 9,000 college graduates in United States by income, showing religion.

Graduates' incomes in dollars	Towns with 500,000 inhabitants and over			2,500 - 25,000 inhabitants		
	Jews	Protestants	R.C.	Jews	Protestants	R.C.
7,500 and over	27	21	15	20	17	12
5,000 - 7,500	20	17	17	27	16	16
3,000 - 5,000	32	37	39	33	35	38
Less than 3,000	21	25	29	20	32	34

For a sample of 18,000 men of science they ascertained the educational institutions at which they had received or completed their scientific training. Among the 490 colleges and universities that were named, there are not only very few Catholic institutions, but moreover these are found to produce a very small number of scientists. If the institutions are classified according to the proportion of scientists in the total number of these institutions' graduates, the first 440 institutions include none that are Catholic. The Catholic institutions are "without exception among the least productive 10% of all institutions and constitute a singularly unproductive sample."⁷⁹) The production rate (i.e. the number of scientists per 100 graduates) of Catholic colleges and universities is 2.8 and 1.7 respectively as against 17.1 and 13.8 respectively for non-Catholic institutions.⁸⁰)

In order to form a picture of the structure of the American Catholic intelligentsia, it is very instructive to take a look at the "American Catholic Who's Who." It shows that the eminent Catholics whose names it includes are engaged mainly in only a few fields. "Catholics who attain eminence . . . are found mainly in three fields: religion, law and education."⁸¹) Kunkel notes the same, when he points out that "the production of lawyers from Catholic institutions is as phenomenally high as their production of scientists is low"⁸²).

This latter fact is, we feel, suggestive of a mental attitude of the American Catholics resembling that of the Dutch, German, Swiss and English Catholics, i.e. a bias in favour of "arts" subjects and little interest in the natural sciences.

This brief outline of one facet of American Catholic society suitably illustrates the intellectual and cultural discrepancy of the United States Catholics. Like the Dutch, Swiss, English and, to a certain extent, the German Catholics too, the American Catholics are still in the emancipation stage. What progress they have made cannot be accurately stated, owing to the lack of official statistics, but in the opinion of Kane, who broached the emancipation question in the American Catholic Sociological

Review, there is still a long way to go. "It seems that Catholics creep forward rather than stride forward in American society, and the position of American Catholics in the mid-twentieth century is better, but not so much better than it was a century ago⁸³).

CAUSES

When we study the causes given in sociological literature for the social and cultural backlog of the American Catholics we notice that, besides typically American factors, several general factors are also mentioned which can be considered to apply likewise to the Catholics of the other countries we have discussed. We give below a summary of the causes mentioned by the authors, without any critical examination thereof.

1. A very obvious explanation is the late appearance of the Catholics in the United States as poor immigrants, at a time when the country had already undergone centuries of development under Protestant leadership. Various writers therefore seek a primary cause of the Catholics' social and intellectual disadvantage in this direction. Emphasis is sometimes put upon the late appearance of Catholics in American history and their great poverty, particularly of the Irish, Italians and Poles⁸⁴), sometimes upon the Protestant prejudice (parley related to this) towards the Catholic minority⁸⁵), sometimes upon their having originated from European countries that have contributed little towards the growth of modern knowledge⁸⁶).
2. A second factor indicated by Houtart is the strong group and environmental ties of Catholics in "the national parish"⁸⁷). The Church's reply to the dangers arising for Catholic masses emigrating to a new, strange world was the creation of the "national parish", with its national instead of territorial limits. For a long time American Catholicism took its shape from the Irish, Italian, Polish and other national parishes, and even now these have not disappeared everywhere. In these parishes the group links were (or are) so

⁷⁹) R. H. KNAPP and H. B. GOODRICH op. cit. p. 22.

⁸⁰) Ibid. p. 51.

⁸¹) J. J. KANE in *The American Catholic Sociological Review*, 1955, pp. 27-29.

⁸²) Quoted by R. H. KNAPP and H. B. GOODRICH, p. 51.

⁸³) J. J. KANE, op. cit. p. 30.

⁸⁴) E. HAVEMANN and P. A. WEST, op. cit. p. 190.

⁸⁵) Ibid., and FR. HOUTART, op. cit. p. 198.

⁸⁶) R. H. KNAPP and H. B. GOODRICH, op. cit. p. 288

⁸⁷) FR. HOUTART, op. cit., in *Social Compass*, pp. 196 et seq.

strong that for a long time there was a sharp division between Poles, Irish, Italians, and others. The result was that Catholicism was long looked upon as the religion of non-American minorities. Owing to the national parish retarding the immigrants' adaptation to American national life, Catholicism at the same time created the impression of being un-American⁸⁸). In addition, Houtart says, the national parish had a conservative effect in society. Aimed at maintaining the faith, the national parish slowed down geographic mobility and social mobility too. "The parish helped the people to react against cultural uprooting."⁸⁹

3. Thirdly, a special effect of Protestant and non-denominational bias against Catholics is mentioned, viz. deliberate social subordination. "Perhaps many business firms have a sort of quota on the number of Catholic executives, just as political parties are known to set a quota on the number of Catholics who shall appear in the light at any given election."⁹⁰

The above-mentioned causes all relate to factors connected with the American social structure. Various writers believe that the subordination of the Catholics is not a consequence, or certainly not entirely a consequence of accidental historical developments in the United States, but that there are deeper causes more or less closely related to the Catholics' social outlook.

4. Houtart draws attention to the priest's great authority in the national parish. "The priest, as the only educated man in the group, has an authority which reaches far beyond his spiritual mission."⁹¹ In this, he has an eye to the past rather than to the present. But that this applies also to the Catholics of to-day is stated by Kane, who pithily puts it as follows: — "It may also be that leadership, even outside the purely religious field, is still considered a clerical prerogative, and the same seems equally true of scholarship."⁹²
5. Another factor mentioned by some writers is connected with the Catholic outlook on life, which is focused upon maintaining the faith, and hence upon the supernatural, rather than upon social success. This is said to make the Catholics aim less than non-Catholics at climbing the social ladder and make them satisfied, among other things, with an education "that other families in similar circumstances would never attempt."⁹³

6. A final cause that might explain in particular the slight participation by Catholics in the natural sciences is seen by Knapp and Goodrich in the fierce Catholic fight against positivism. The Catholics, the authors say, have thereby turned against a system which, more than any other, has contributed towards the progress of the natural sciences⁹⁴). This would also explain why the Catholics are relatively strongly represented in some "arts" subjects, especially jurisprudence.

CHAPTER THREE

INTERPRETATION OF THE FACTS IN THE LIGHT OF CULTURAL-SOCIOLOGICAL THEORIES

Comparison of the position in the five countries with their quantitative Catholic minority leads to the striking conclusion that substantially the same problems occur everywhere. Catholics everywhere lag behind in the academic professions; this is everywhere most acute in the natural sciences, and everywhere the backlog has been reduced in recent decades — in other words the Catholic community is everywhere in a position of emancipation.

And yet the Catholics' concrete situation is nowhere exactly the same. On the contrary, if an explanation is sought for the existence of the minority position, there seems at first sight to be no connection at all. As regards the Netherlands we may mention the legal inequality of Catholics and Protestants from 1600 to 1800 in general and the discrimination especially during that period against the regions added to the original provinces. The fact at the bottom of this is that as a result of the war of independence with Spain, the Netherlands was officially declared a Protestant country; a single situation therefore, whose incidental consequence was that the Catholics had to occupy a second-rate place in society.

Taking Switzerland, for instance, in contrast we find a very different situation. There the Catholics were not the vanquished, for from the very beginning of the Reformation they became concentrated in the autonomous Catholic cantons. There was thus no question of discrimination. The unfavourable position of Swiss Catholics was due solely to the cultural centres being located in the Protestant cantons. The Catholic cantons were mainly agrarian. Here, too, therefore, there was a single situation that led

⁸⁸) Ibid., p. 198.

⁸⁹) Ibid., p. 199.

⁹⁰) E. HAVEMANN and P. S. WEST, op. cit. p. 190.

⁹¹) FR. HOUTART, op. cit. p. 195.

⁹²) J. J. KANE, op. cit. p. 30.

⁹³) E. HAVEMANN and P. S. WEST, op. cit. p. 190 and J. J. KANE, op. cit., p. 30.

⁹⁴) R. H. KNAPP and H. B. GOODRICH, op. cit. p. 288.

^{94a}) After this study had been sent to the printers I received a copy of the recent study by THOMAS F. O'DEA: *American Catholic Dilemma*. Unfortunately it has not been possible to incorporate the contents of this excellent sociological work in the present study. This is particularly regrettable, as to my mind O'DEA has made a very successful attempt to formulate a sociological theory regarding the intellectual backwardness of the Catholics. I was very pleased to note that O'DEA's interpretation is quite consistent with the observations I have made in this study.

incidentally to Catholic social influence being subordinated to that of the Protestants.

Different again is the position in Germany. There is a resemblance to Switzerland, inasmuch as there were Catholic and Protestant "Länder". But at the time of the Reformation, the Länder that went over to Protestantism had no economic or cultural preponderance. This did not come until later, owing to capitalist development proceeding much quicker and much more successfully in the Protestant Länder than in the Catholic ones⁹⁵). Discrimination against Catholics in the Catholic Länder existed only during Protestant Prussian domination in the nineteenth century.

The position in Britain is to some extent comparable with that in the Netherlands. In both countries Catholics and Protestants were unequal in law. Yet in part the resemblance is only apparent, for after the Reformation until 1800 there were very few Catholics in England. The Catholics became a group of any size in modern English history only after 1850 when their equality had already been guaranteed for twenty years by the Emancipation Bill.

Their subsequent adverse position was ethical and social rather than religious in origin: the bulk of the Catholics were Irish paupers. Hence, the position of the English Catholics is likewise the consequence of a single situation.

A similar conclusion is, finally, reached regarding the American Catholics. Catholics did not enter the United States to any extent until the country had already had centuries of Protestant development. They came to a Protestant country and worked for Protestant employers; but besides this they came mainly from unprosperous countries (Italy, Poland, Ireland). In the circumstances it is quite understandable that the Catholics were preordained to occupy a second-rate social position for a long time.

We thus see that in all the countries we have discussed Catholics have been of subordinate social significance in consequence of a single situation. There is apparently no connection at all between all these situations, and yet there is so much similarity in the form in which the minority problem is manifested that one is inclined to seek a deeper explanation. Especially as there are indications that this problem occurs in other countries too.

From an article in *Social Compass* we noted the situation in a country with a strong Catholic majority: Hungary. In 1930 the population of this country were 65% Catholics. We nevertheless read: "In den führenden Schichten der Gesellschaft waren die Katholiken wesentlich schwächer vertreten als es ihren Gewicht in der ungarischen Bevölkerung entsprochen hatte."⁹⁶) In our opinion there are ade-

quate grounds for the hypothesis that this problem is manifested everywhere where Catholics and Protestants live together.

An interesting illustration of this hypothesis is the material mentioned by de Candolle in his "Histoire des sciences et des savants", of 1885. Although Europe excluding France, de Candolle says, has 107 million Catholics and 68 million Protestants, the list of foreign scientists associated with the Paris Academy from 1866 to 1883 includes only 18 Catholics as compared with 80 Protestants. The list does not include a single representative of such an important Catholic country as Austria. Switzerland is represented by 14 scientists but, although the country is 40% Catholic, not one of them is a Catholic. From Germany there are some Catholics, but very few as compared with the Protestants. To meet the objection that Europe's principal Catholic country, France, was left out of consideration, de Candolle includes the list of foreign members of the Royal Society of London for the two years in which the number of French members was biggest: 1829 and 1869. In the first of these years the number of Catholic foreign members was as great as the number of Protestants; in the second year Protestants outnumbered Catholics. In Continental Europe about 1870, however, there were 139½ million Catholics as against only 44 million Protestants. Thus, although Europe's Catholic population was over three times as strong as the Protestant population, the foreign scientists in the Royal Society of London included more Protestants than Catholics.⁹⁷)

Although we are not inclined to treat this material as decisive evidence — in particular one might ask whether there was not some discrimination in appointing members of the Society — in combination with the many data dealt with in the foregoing regarding a number of very important and leading countries it forms a firm basis for the hypothesis that the problem is a general one.

We have now shown that the theories discussed in Part I have indeed a basis of reality.

But the remarkable fact is that at the time when many sociologists started taking an interest in this problem (i.e. in the early decades of the present century), a change was already coming about: for some tens of years Catholics in the countries we have discussed have been in an emancipation position.

The very use of this term implies that the Catholic groups in the population are lifting themselves out of their centuries old subordination. Although we are interest in this connection only in intellectual emancipation, it may be mentioned in passing that a revival is to be observed in many fields. Häring remarks that Catholic social ethics, which had no

⁹⁵) A. MÜLLER-ARMACK, 'Genealogie der Wirtschaftsstille', 1941, p. 145

⁹⁶) G. KÁLDI, *Kirche in Ungarn in Sozial Kompass*, 1956, p. 54.

⁹⁷) Quoted by R. K. MERTON in *Social Theory and Social Structure*, 1951, pp. 345-346.

influence at all upon the development of modern capitalism, are lately beginning to leave a strong imprint upon the evolution of socio-ethical thought⁹⁸).

The time when the change started coming about in the Netherlands can be indicated fairly accurately. It has been stated in Part 2 that the first signs of a change were manifested about 1870 that they became more frequent and more noticeable shortly after 1900 and that from about 1920 intellectual emancipation made rapid headway. Although the speed of emancipation is not everywhere the same there is a similar movement in all the countries discussed and in one of them, viz. Germany, revival has now proceeded so far that intellectual emancipation can be said to be almost complete.

The strongly parallel development in the countries we have discussed indicates that the twentieth century Catholics' social outlook now contains an element essentially different from that in earlier centuries and that the change is not limited to a specific territory.

It is impossible within the scope of the present article to give a complete explanation for this change in Catholic social outlook. It would call for a separate study of a socio-philosophical and historic-sociological nature not only in the domain of ecclesiastical history, but also in that of secular history. For it is unlikely that such a radical change in spiritual life is attributable to a single cause. We believe it can be assumed that there is a relation between the change and the effect of liberal ideas in the rising democracy. This overthrew the old class society politically and socially and paved the way for the present dynamic society susceptible to any renewal. It seems credible that the spirit of general renewal ultimately had its effect upon the Catholics too and that they slowly matured towards a new course.

However limited the value of these assumptions may be, it is certain that a new course set in about 1870 and it is also certain that the pontificate of Leo XIII inaugurated it.

Leo XIII was the first Pope to accede to the Holy See after the decline of the Papal State (in 1870) and was thus the first Pope able to devote himself undisturbed to his spiritual tasks. "The Church," Cardinal De Jong says, "had stood almost entirely outside public life since the eighteenth century. Leo XIII in particular put the Church in the middle of it again."⁹⁹

Whereas his predecessors' policy had been characterised by a defensive attitude against the outgrowths of modern spiritual life, Leo XIII sought his strength in giving positive leadership to the uprooted spiritual life. Rogier typifies the change as follows: "then

it had been mere defence, but now there was construction too."¹⁰⁰) His very first encyclical, "Ex Inscrutabili" (1878) on the social importance and task of church and papacy emphasised the bond between Church and culture and the positive task that the Church has in healing human society. His positive contribution towards the solution of the social problem in the encyclical "Rerum Novarum" (1891) is well known. He strongly recommended scientific study and laid down the course to be followed. Two encyclicals were devoted to philosophic study (Aeterni Patris, 1881) and to bible study (Providentissimus, 1893). In 1883 the Vatican Archives were opened for historic research. But the strongest proof of the openness with which the Church was now to face up to modern civilisation is his call for study of the hitherto distrusted natural sciences¹⁰¹).

That the pontificate of Leo XIII, directed towards re-integration of the Church in modern social life was not a brief intermezzo but the beginning of a new age is proved by the pontificates that followed. It was especially Popes Benedictus XV and Pius XI who steadfastly continued the course set by Leo XIII¹⁰²), and perhaps it was in Pius XII, who took every opportunity to urge Catholics in all walks of life to make a positive contribution to society, that the new course has so far culminated.

The intellectual emancipation movements we have observed since 1870 among the Catholics of all the countries investigated thus form a logical counterpart to the marked change of course that has characterised papal pontificates since then. If these movements continue — and many signs point in that direction — we are now experiencing a time which Catholics in the West European and American countries of mixed religion have not known since the Reformation: viz. the penetration of all sectors of society, a share in guiding the process of social development, the recovery of a social influence that was lost in the Protestant countries four centuries ago.

It will of course be clear that we by no means suggest that the chances of Christianity having more influence upon society are now greater than at any other time. A Catholic social and intellectual revival and an enhancing of Christian influence are two incomparable magnitudes. An increase of Catholic influence in the highest circles *could* perhaps bring about an increase in Christian influence, but whether and, if so, to what extent this will happen depends to some extent upon how Christian values are disseminated by Catholics in leading positions.

⁹⁸) B. HÄRING, op. cit., p. 249.

⁹⁹) CARDINAL DE JONG, *Handboek der Kerkgeschiedenis*, Vol. IV, 1949, p. 222.

¹⁰⁰) L. J. ROGIER, *Denken uit Geloof en leven in de tijd*, p. 35.

¹⁰¹) L. J. ROGIER, *Ibid.*, p. 36.

¹⁰²) CARDINAL DE JONG, op. cit. p. 225 et seq.

CHAPTER FOUR

SEVERAL PRACTICAL DESIDERATA AND DIFFICULTIES

This brings us to the formulation of an important desideratum for Catholics in all Western countries. If the increase in Christian influence depends largely upon the way in which Catholics in leading positions disseminate Christian values, this involves the desideratum that the education of the Catholic intelligentsia must ensure a confrontation with Christian values. It can, therefore, be argued that the existence of Catholic educational institutions is an important medium in hastening the process of intellectual revival. In all the countries we have discussed great attention is, therefore, being paid to the extension of Catholic education and numerous Catholic schools are available, both elementary and secondary. In some of these countries, viz. Switzerland, Holland and the U.S.A., the Catholics even have their own institutions for higher and university education. Besides this, associations have been set up in some countries with the specific objects firstly of stimulating scientific study by Catholics and secondly of encouraging constant reflection upon the synthesis between Christianity and specialised knowledge. In Holland such an association exists under the name „Het Thymgenootschap”; that in Germany is called "Die Görresgesellschaft". The stimulating effect of Catholic education upon intellectual emancipation can best be demonstrated from the position in Holland, a country where Catholic education has been able to develop strongly owing to the principle of equality with State education.

In part II it was stated that Dutch Catholics acquired their own university at Nijmegen and their own school of economics at Tilburg in the 'twenties. The table included in that section shows the unprecedented increase in the number of Catholics receiving higher education between 1920 and 1930 (from 10.5% to 17.0%). The stimulating effect of these two Catholic institutions can be shown by reference to the faculties where the increase in Catholic students was greatest. The faculties that existed at both institutions from the very beginning are those of literature and philosophy, law, commercial sciences and theology. Table 3 shows that the increase in the number of Catholic students in the period 1919-1929 was greatest in the first three of these (theology is not included in the table). The sharp increase in the number of Catholic medical students between 1937 and 1954 is attributable to the same cause: in 1950 the Roman Catholic university at Nijmegen opened a faculty of medicine. These figures relating to higher education very clearly show the stimulating effect of the Roman Catholic educational institutions.

Proof can also be given regarding secondary education, which has not been discussed in this study. From the aspect of secondary education Dutch Catholics still have a backlog towards the non-Catholics, but especially after the Second World War the growing tempo of the Catholics in this kind of education is so strong, — the number of students on the secondary education schools is increasing against those of the non-Catholic secondary schools yearly with nearly 1%, — that the backlog can be expected to be made within several years.

The cause of this vigorous growth is very closely related to the extensive establishment of Catholic secondary schools. In 1946 25% of Dutch secondary schools were Catholic and in 1958 35%. The number of Catholic secondary scholars is increasing by leaps and bounds everywhere where Catholic schools are established. The problem of the Catholics lagging behind in secondary education has now been reduced in Holland to a shortage of schools. In areas where this shortage has been abolished, the arrears in Catholic schooling are being made up. We cannot conclude this optimistic perspective picture without stressing the drawbacks. It was stated at the beginning of this section that it was an important desideratum for Catholic intellectual revival that the Catholic intelligentsia must be confronted in their education with Christian values. We must not conclude that, by endeavouring to set up Catholic educational institutions in order to achieve this objective, the objective itself has been automatically achieved. Experience in Holland does not support any such optimistic view.

Although no precise data are available regarding integration of the Catholic students' and intellectuals' philosophy of life, insiders feel that the Catholic students' religious integration is defective and that estrangement from and desertion of the faith is no rarity in the universities. A single enquiry among Catholic first-year students at the State University, Utrecht, in 1953 may be mentioned. "At least half these students", we read in De Bazuin's report, "by far the majority of whom were still attending Catholic secondary schools a few months previously, did not know the proper wording of the last three of the Ten Commandments . . . there is the greatest confusion regarding the permissibility of lying and untruths. Hardly anyone knew anything worth saying about the duty of observing secrecy. The Evangelical Councils signified nothing at all to many of them . . ." ¹⁰³

This enquiry has, of course, little scientific value. The circumstances and the procedure should be taken with the greatest reserve. This is also recognis-

¹⁰³ Ontstellend gebrek aan godsdienstkennis bij afgestudeerde M.O.-jeugd (Alarming lack of religious knowledge among ex-Secondary pupils) in *De Bazuin*, 1953, Volume 37, No. 3.

ed by the then students' chaplain, N. Vendrik. "But, on the other hand," he says in the same issue of *De Bazuin*, "these replies confirm our experience. Moreover, the ready religious knowledge of those leaving secondary school is more than pitiful". Even more than the results of this (imperfect) enquiry, chaplain Vendrik's experience urges reflection. It confirms in every case the perturbation among Catholic educational experts in this connection. Many people are wondering whether Catholic education is really distinguished from non-denominational education and "whether our education has acquired sufficient character of its own". Denominational schools, says Dr. C. Jansen, evolved from State schools and have thus shown a close resemblance to them from the very beginning: "Religious instruction and certain religious practices were *added* to a school curriculum which was substantially the same as that of the grammar school or high school, that is to say the *State* grammar or *State* high school". He reproaches Catholic secondary education with this "slavish docility" and adds "that freedom and opportunities of bringing out our own educational concepts have remained partly unutilised".¹⁰⁴⁾

These weaknesses in Catholic secondary education in Holland are undoubtedly related to the very precarious question of teachers. One of the most burning questions concerning education in this country is the shortage of qualified teachers. The difficulties are nowhere as great as in Catholic secondary education: on the one hand the number of Catholic secondary schools is increasing at an extremely fast rate and secondly the need for new teachers is nowhere as great as among the Catholic population; on the other hand the supply of qualified Catholic teachers is relatively slight owing to the much slower increase in the number of Catholic university students.

In addition to this, the task of the schools has become much heavier than it was owing to the progressive democratisation of secondary education. In the past,

when the vast majority of pupils came from culturally advanced families, the secondary schools were able to assume a certain traditional culture in their pupils, a certain orientation in moral and social life. Now that this is no longer the case, the secondary schools' task can no longer be confined to imparting knowledge, but they have more and more the duty of bringing the children up. This change in emphasis has made the teacher's task much heavier. As against this there is a deterioration in the quality of teachers which is an almost inevitable consequence of the rapid increase in their numbers. The urgent need for qualified teachers can be met only by lowering the standards for selection. It would be a mere fiction under these circumstances to speak of setting high standards on the teacher's appreciation of his calling as a *Catholic*.

Hence, the shortage of competent teachers with a sense of duty continues to be a heavy burden upon the responsible bodies which have made such an effort — and are still doing so — to widen Catholic education in Holland.

GENERAL CONCLUSION

In its scientific analysis of the question of Catholic intellectual emancipation this study has made use of statistical method. The process of Catholic intellectual revival has been inferred from the numerical relationships between Catholic and non-Catholic students and intellectuals in a number of countries of mixed religion, both in the past and at the present time. However important this approach may be in order to learn about the intellectual significance of the Catholic sections of the population, the brief remarks in the last chapter may have demonstrated that the completion of intellectual emancipation is in the last resort not a question of numbers. Quantitatively, prospects may be especially favourable; qualitatively, the completion of emancipation raises extremely difficult problems. If, in particular, Catholic education is to fulfil its objectives completely, that is to say to lay the foundations of a Catholic intellectual cadre, it will have to realise many essential desiderata in its internal structure.

¹⁰⁴⁾ Dr. C. JANSEN, *Vernieuwing van het katholieke V.H.M.O.*, in *De Tijd*, 6th October 1954.

Summaries — Zusammenfassungen

Consequences upon educational policy of the principles of liberal democracy: the principles on which modern Western states are built

Dr. Cassianus Hentzen o.f.m.,
Harlem, Netherlands.

The fundamentals of educational policy in the Western states can be regarded as:

1. equality of all citizens before the law;
2. constitutional indifferentism;
3. educational freedom.

Although for Christians these principles need not be principles in the true sense (under different conditions the feudal system may be ethically acceptable), they represent for Christians as members of the government or parliament under present-day cultural conditions practical political rules obligatory by virtue of the oath of office, so long as no higher principles clearly oppose their application.

The author analyses the purport of these principles. As regards that of educational freedom it is stated that this is a fundamental civil right, and hence a constitutional right. As regards this constitutional freedom, three kinds of official measures can be distinguished, (1) preventive, (2) regulatory and (3) repressive. The concept of educational freedom implies: (1) freedom of persuasion, (2) freedom of foundation and (3) freedom of organisation. As regards non-state education the authorities have a dual task: (1) as custodians of the public interest and (2) as financial custodians of non-state education.

Freedom of education as an international postulate was proclaimed by the UN in Article 26, para. 3, of the Universal Declaration of Human Rights. The UN statement is further defined in La Convention Européenne des droits de l'homme (Art. 2 Protocol additionnel, art. 2, 1952). If a country honestly accepts the principles of liberal democracy as the principle of its educational policy, the attitude of government and parliament should, consistently, require that no legal or financial precedence is granted to official or to non-state education, that educational freedom is more than a privilege, that there is no difference in educational policy and that no ideological seal is imprinted upon official schools. This attitude follows from the equality of all citizens before the law. Analogous consequences follow from the other principles. In particular the requirement is pointed out that state and non-state education should be regulated by law.

Although the Universal Declaration by the UN emphasises only educational freedom as a parental right and the European Convention stresses the consequent obligation of the State to respect this parental right, the latter Convention logically means that a State must safeguard the three aspects of educational freedom and must not compete with non-state education by means of its own (state) schools. But no more than this. Not a word about a duty to furnish grants, and still less as regards financial equality. It was the Netherlands alone that championed this duty in the discussion of the Protocol. But the Netherlands was in 1952, and still is, the only country that ventured to accept the full consequences of the principles of liberal democracy upon education and upbringing.

After 1848, the liberals in the Netherlands were for forty years against government support for denominational or non-state education. Although under the Erfurter Programme, the Socialists originally took a standpoint similar to that of the liberals, a change occurred because the struggle between Marxists and Revisionists in the Netherlands led to the predominance of revisionism in the SDAP (the Social Democratic Workers' Party). As early as 1902, financial equality for non-state education was formulated as a desideratum by Troelstra at the SDAP congress.

In 1912 the right-wing government (Catholics and Protestants) proposed a constitutional reform whereby the clause on education would embody the demands of the right-wing parties: absolute legal and financial equality and even precedence for non-state education. The preparatory State Commission set up in 1910 had put forward this proposal, except for a liberal protestant minority that opposed the proposal in a separate report.

In 1913, there was an extra-parliamentary cabinet led by the Liberal Cort van der Linden, one of the signatories of the minority report. A new State Commission, of politicians only, was now set up (known as the Pacification Commission). The result of this Commission's work was a draft education clause that was adopted by the government. In 1917, parliament constitutionally confirmed the financial equality of state and non-state general elementary education. Opposition came from the Liberals. The Socialist leader, Troelstra, vigorously defended financial equality. In the parliamentary debate the Liberals, with the exception of one vote, supported the government proposal.

It was the Liberal premier, Cort van der Linden, who had the credit of convincing the Liberals of the correctness of the system of financial equality, by reference to their own political principles. His reasoning is given, *inter alia*, in his Statement in Reply to the Provisional Report of the Lower House on the government's proposal to alter the educational clause of the Constitution. Struycken, the famous professor of Constitutional Law at Amsterdam University, called this document "a compulsive training in true liberalism."

Forty years later financial equality as provided for in the Constitution is generally regarded as a national asset, bearing fruit socially, economically and culturally. Hence the system is consistently applied further.

Although the Constitutional clause stipulates financial equality only for general elementary education and although it refers only to government "grants" for secondary and preparatory higher education, the grants are in fact so high that financial equality has been practically achieved in this respect too.

At present the Minister of Education has sent a draft Bill to various bodies for their recommendations; his object is to have general rules for all further education between elementary school and university. This Bill provides for financial equality for all branches of further education in state and non-state schools.

The non-state university and denominational schools of university level (R.C. and Protestant) already receive grants that approach equality. The question of absolute equality in university education is now being enquired into.

The Netherlands was thus fully entitled in 1952 during the discussion in Paris on the question of education, to declare its honest conviction: — "De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, l'Etat devrait non seulement respecter les droits des parents dans le domaine de l'éducation, mais en cas de besoins, assurer l'exercice de ces droits par des mesures financières appropriées".

No other European country ventured to take the Netherlands' side in this.

**Die intellektuelle
Emanzipation der Katholiken
in den westlichen Ländern mit
gemischter Konfession**
Dr. M. A. J. M. Matthijssen,
Den Haag

In den vergangenen Jahrhunderten haben sich die Katholiken in den westeuropäischen und nord-amerikanischen Ländern mit gemischter Konfession in sozialer und kultureller Hinsicht ständig in der Lage einer Minderheit befunden; erst in den letzten Jahrzehnten zeichnet sich ein intellektuelles und kulturelles Wiederaufleben der römisch-katholischen Bevölkerungsschichten ab. In mancherlei sozialwissenschaftlichen Veröffentlichungen wird die Entwicklung dieses Auflebungsprozesses einer näheren Prüfung unterzogen; ohne dass jedoch bis heute eine zusammenfassende Arbeit erschienen wäre, die all diese Auflebungsprozesse in den einzelnen Ländern auf eine gemeinsame Linie bringt und sowohl nach ihren gemeinschaftlichen als auch nach ihren speziellen Merkmalen beurteilt. Der vorliegende Aufsatz stellt einen ersten Beitrag zu einer derartigen Abhandlung über den gesamten einschlägigen Stoff dar; der Mangel an hinreichenden beweiskräftigen Unterlagen zwingt jedoch dazu, sich mit dem Nachweis einzelner, verhältnismässig leicht wahrnehmbarer Erscheinungen zu begnügen. Eine gute Richtschnur zur Beurteilung des Anteils der Katholiken am geistigen Leben in den verschiedenen Ländern bildet ihre anteilmässige Vertretung im Hochschulwesen sowie in den akademischen Berufen.

Nach den von Weber, Fanfani und anderen entwickelten Theorien liegt die wichtigste Ursache für den Rückstand der Katholiken nicht in den politischen Verhältnissen, die in jedem Lande wieder anders liegen, begründet, sondern in den weltanschaulichen Beziehungen; sie hängen eng zusammen mit den unterschiedlichen Auffassungen hinsichtlich der Gesellschaftslehre bei den Katholiken und bei den Andersdenkenden. Diese Unterschiede in den wechselseitigen Beziehungen zu geographischen sowie zu wirtschaftspolitischen Faktoren bieten eine Erklärung für die Lage, in der sich die Katholiken von West-Europa seit der Glaubensspaltung befunden haben.

Aus einer Analyse der Lage in den Niederlanden, in Deutschland und in der Schweiz, in England sowie in den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika geht nun hervor, dass sich in grossen Linien überall die nämlichen Fragen erheben. Allenthalben weisen die Katholiken einen Rückstand in den akademischen Berufen auf, überall spitzt sich dieser Rückgang vor allem in den naturwissenschaftlichen Fächern zu, und überall stellt sich auch heraus, dass der Ausfall an katholischen Wissenschaftlern in den letzten Jahrzehnten verringert ist; mit anderen Worten: allenthalben befinden sich die Katholiken in der Lage einer Bevölkerungsgruppe, die nach ihrer Gleichstellung strebt. Das Ausmass, in dem diese Emanzipation schon fortgeschritten ist, ist für die verschiedenen Länder allerdings nicht das gleiche. In Deutschland wurde das Wiederaufleben der Katholiken auf dem Gebiete der geistigen Kultur in raschem Tempo verwirklicht. Heute ist der Rückstand so gut wie völlig beseitigt. Kennzeichnend für diese Entwicklung ist der Anteil der Katholiken unter der akademischen Bevölkerung; 42 vom Hundert der Universitätsstudenten ist katholisch, wobei zu berücksichtigen ist, dass nur 45 vom Hundert der Gesamtbevölkerung zum katholischen Glauben gehört. In Holland sind 27 vom Hundert der Studenten an Universitäten und Hochschulen katholisch, während sich die Zahl der Katholiken unter der heranwachsenden Jugend anteilmässig auf 44 vom Hundert beläuft. Auch in der Schweiz ist ein Rückstand der Katholiken festzustellen: bei einem zahlenmässigen Anteil der Bevölkerung von 42 vom Hundert der Katholiken gehören nur 31 vom Hundert der Universitätsstudenten zur katholischen Konfession. Die zur Verfügung stehenden Unterlagen in Bezug auf England weisen auf einen zahlenmässigen Rückstand von 3 vom Hundert; die Zahl der Katholiken wird auf 10 vom Hundert der englischen Bevölkerung geschätzt,

während der Anteil der Katholiken unter den Universitätsstudenten nur 7 vom Hundert beträgt. Für die Vereinigten Staaten lässt sich lediglich das Verhältnis unter den Inhabern eines akademischen Titels ermitteln, der ihnen von einer amerikanischen Hochschule verliehen worden ist. Auch hier ergibt sich ein Rückstand der Katholiken; von der Gesamtbevölkerung besitzen 11 vom Hundert einen akademischen Grad, von der katholischen Bevölkerungsgruppe jedoch nur 7 vom Hundert. Die auffallende Ähnlichkeit in der einschlägigen Entwicklung der hier behandelten Länder weist darauf hin, dass ein ganz neues Element in das grundsätzliche Verhältnis der Katholiken zu der Gesellschaft gekommen ist, wodurch sich dieses wesentlich von dem der Katholiken in den vorhergehenden Jahrhunderten unterscheidet, sowie, dass diese Veränderung nicht an ein bestimmtes Gebiet gebunden ist. Die Gesellschaftslehre der Katholiken schliesst nicht länger eine konservativ und defensive Haltung ein, sondern sie ist fortschrittlich und streitbar geworden. Die Emanzipationsbewegungen auf dem Gebiet der geistigen Schulung, die man in den Jahren nach 1870 emporkommen sieht, stellen eine logische Ergänzung der deutlichen Kursveränderung dar, die seitdem die Regierung der verschiedenen Päpste kennzeichnete. Das Pontifikat Leos des XIII., das ganz darauf gerichtet war, der Kirche ihren Platz in dem sozialen Leben der modernen Zeit wieder zurückzugeben, bildete den Anfang eines neuen Zeitalters, wie aus der Haltung der ihm nachfolgenden Päpste deutlich hervorgeht.

Letzten Endes ist die Emanzipation jedoch keine Frage von Zahlen. So sehr, wie der zunehmende Fortschritt des Auflegungsprozesses auch von dem Vorhandensein von katholischen Unterrichtsanstalten abhängig ist — dies dürfte aus der Lage in Holland wohl deutlich hervorgehen —, so gewiss ist es auch, dass das erstrebte Ziel nicht lediglich hierdurch automatisch erreicht zu werden vermag. Man muss die Gewähr haben, dass die katholischen Gebildeten während ihres Studiums die Gelegenheit haben, sich mit den christlichen Werten auseinanderzusetzen, und dass sie zu einer lebenskräftigen Auslese heranwachsen.

Mögen die Aussichten hierauf in quantitativer Hinsicht auch besonders günstig sein, in qualitativer Hinsicht wirft die Vollendung der Emanzipation jedenfalls noch äusserst schwierige Fragen auf.

